

# MÉMOIRES

Revue de l'Institut d'Histoire Sociale  
Cgt d'Île-de-France

urif@cgt.fr

**Le Conseil National de la Résistance  
de la lutte armée à la guerre froide**



pages 11 à 15

pages 8 à 10



**Le sport et la CGT  
Libération 44: le développement  
de la jeunesse FSGT**



pages 3 à 7

**Le sauvetage du CNS Richerand  
Médecine sociale à Paris:  
coopérative contre privatisation**



pages 16 à 19

**1971: deux congrès pour un divorce  
Communistes et trotskistes  
se disputent les restes de l'UNEF**

pages 20 à 23



**Les grèves agricoles de Tremblay-lès-Gonesse  
1936 et 1937: marée haute et reflux**

L'année 2023 était celle de la commémoration du 75<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ratifiée le 10 décembre 1948 par 58 états membres de l'Organisation des Nations Unies, l'ONU.

L'État français avait prévu de mettre ce texte fondamental, ô combien actuel, à l'honneur des programmes scolaires tout au long de l'année, avec en point d'orgue des manifestations publiques le 10 décembre 2023.

Force est constater, à l'heure où ces lignes sont écrites, que la commémoration aura été pour le moins discrète, n'ayant produit qu'un écho très réduit dans la presse.

La traditionnelle conférence du Palais de Chaillot, lieu historique où la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme fut signée, a malgré tout bien eu lieu le 10 décembre 2023. Son ordre du jour abordait des questions cruciales sur les leviers d'action que constitue ce « *socle essentiel d'un monde plus juste et plus pacifique qui énonce des principes, des droits et des libertés indispensables à l'État de droit et à la démocratie* », peut-on lire sur le site web [www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr).



L'internaute moyen sera bien en peine de trouver un compte-rendu des discussions et des éventuelles lignes d'action esquissées ce jour-là.

Alors, finalement, quid de l'éveil des consciences de nos jeunes générations, aujourd'hui bercées par les récits télévisés des attaques du Hamas et des raids aériens qui ravagent la bande de Gaza ? Ces mêmes jeunes générations qui ont grandi dans l'atmosphère anxiogène des attentats, des confinements, puis dans la

houle des récits de la guerre en Ukraine... Et, plus fondamentalement, quid de ces millions de vies humaines sacrifiées sur l'autel des intérêts soi-disant supérieurs des classes qui nous dirigent ?

Alors, certes, un texte, aussi noble et largement ratifié soit-il, ne trouve de réelle portée qu'au travers des pratiques collectives qui en mettent concrètement en œuvre ses principes, à toutes les échelles de la vie sociale. Pour autant que ce texte et les événements qui ont motivé sa rédaction ne tombent jamais dans l'oubli...

Sylvie Contrepois

## Billet Le rêve de Singapour

La France a honte. Le classement PISA 2022, publié en 2023, l'a rejetée dans les débris du classement. Au fait, de quoi PISA est-il le nom ? Un truc de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques, dont la noble tâche est « *la mise en place de politiques meilleures pour une vie meilleure* ».

Pour y arriver, l'OCDE a examiné 690 000 adolescents de 15 ans dans 81 pays, dont 8 000 Français. On imagine le tarif de l'enquête. Trois tests : les maths, la compréhension de l'écrit et les sciences. Précision enquêteurs : « *L'objectif est de mesurer leur aptitude à relever les défis de la vie réelle* ». Question : c'est quoi, la vie réelle à l'OCDE ? Précision du « Monde », « *dans des situations variées*

et parfois éloignées du cadre scolaire ». La vie réelle ?

Résultat des courses : entre 2006 et 2018, la France perd 21 points. And the winner is... Singapour ! Un modèle d'éducation démocratique. Un archipel au bout de la Malaisie, la taille d'une moitié d'Essonne équatoriale avec 8,5 millions d'humains, dont 76% de Chinois anglophones, vivant de l'exploitation de la main d'œuvre immigrée, 40% des habitants (étrangers, of course). Activités principales : commerce international et paradis fiscal.

Au pouvoir, une oligarchie mandarine d'environ 150 personnes avec un parlement fantôme, une peine de mort en pleine forme, un syndicat gouvernemen-

tal et rien d'autre, une censure féroce de la presse et des mœurs décadentes, interdiction de manifester.

Dans l'éducation, sélection forcenée à partir de 12 ans, dopée aux cours particuliers d'enfants riches, gavés comme des singes savants, taux de suicide scolaire comme en Corée du Sud et au Japon. Lesquels sont dans le top 5 de PISA, avec Macao.

On aura constaté que l'histoire, la philosophie, la géopolitique et l'esprit de contradiction ont été bannis du système. C'est probablement ce qui provoque l'admiration de Gabriel Attal et le regret qu'on n'y soit pas encore.

Gilbert Dubant



**N° 66 Revue de l'Institut d'Histoire Sociale Cgt d'Île-de-France**

**Novembre - Décembre 2023 - Janvier 2024 -**

Directeur de la publication : Thierry Chevallier

Imprimerie : Printprice 77380 Combs-la-Ville

N°CPPAP : 0624G89502

Ont participé à la conception et à la réalisation de ce numéro :

Ont participé à la conception et à la réalisation de ce numéro :

Pierre Benoit, Thierry Chevallier, Sylvie Contrepois, Gilbert Dubant, Alain Gautheron, Francis Lasnier, Lucien Niel.

# Le sauvetage du CNS Richerand à Paris

## Une Coopérative de médecine sociale résiste à la privatisation de la santé

par Thierry Chevallier

**4 avenue Richerand, 10<sup>e</sup> arrondissement, métro République. Le Centre National de Santé a lutté depuis sa naissance pour une médecine sociale. Une conception attaquée sans relâche par la médecine privée et ses relais politiques et financiers. Le CCAS CGT d'EDF mène le combat depuis dix ans pour garder l'esprit et**

globale. Pour le Dr Puchault, ancien médecin-chef du CNS, « *les centres de santé constituent un enjeu très important. Ils sont une alternative à la médecine libérale* ». Ils sont avérés plus économiques pour la Sécurité Sociale et les mutuelles. Le travail d'équipe donne une plus grande rigueur au diagnostic et à la définition des besoins en équipement.

La CCAS, la Caisse Centrale des Activités Sociales EDF, qui prend la suite du CCOS en 1964, a opté pour une médecine intégrant la prévention avec des plateaux techniques modernes. La collaboration avec la CMCAS (2) de Paris sera généralisée à l'Île-de-France avec des bilans de santé pour les pré-retraités et la création de consultations en gérontologie.

subit une réduction drastique de ses budgets et des moyens bénévoles accordés auparavant par les directions d'entreprises. Moins de ressources et plus de charges pour gérer les œuvres sociales.

Dans les années 2000, l'IGAS (Inspection Générale des Affaires Sociales) et la Cour des Comptes font remarquer « *qu'une minorité d'agents des IEG fréquentent les centres de santé (50 % à Manosque, 20 % à Richerand)* ». Étranglée financièrement, la CCAS cherche des pistes pour pérenniser ses centres de santé. En 2003, un accord de transfert de gestion intervient avec l'UMIF (Union des Mutuelles d'Île-de-France).

L'obligation d'équilibre budgétaire par le gouvernement et l'ARS (Agence Régionale de Santé) amène la CCAS à suivre l'UMIF dans les suppressions d'activités et le choix de praticiens. « *Il faut faire des choix de gestion : voulons-nous faire partir le plus possible d'agents en vacances ? De fait, le 1 % n'est pas extensible* ».

Journée portes ouvertes au CNS Richerand le 8 avril 2015 (DR)



### les moyens de la Libération avec une nouvelle structure.

Dès la nationalisation d'EDF et GDF en 1946, avec le statut des électriciens et gaziers, la santé est l'une des premières préoccupations du CCOS (Conseil Central des Oeuvres Sociales). Des centres de santé existaient depuis les années 1930 sous l'égide des syndicats. Pour Marcel Paul, ministre communiste de la Production Industrielle de novembre 1945 à décembre 1946, secrétaire général de la fédération CGT de l'éclairage, il s'agissait de développer une politique de prévention, alors que le choix dominant reposait sur le curatif. Le statut national prévoyait la création « *d'un centre supérieur de diagnostic et de soins* ». C'est la mission du Centre National de Santé (CNS) avenue Richerand. Il prend le relais du Centre Mutualiste de la rue Boulanger, dans le 10<sup>e</sup> aussi, créé en 1934. La volonté est de mettre en place la conception de l'OMS en 1946 (1), toujours d'actualité. Le CNS a été voulu Centre de Santé pluridisciplinaire avec une approche

### L'asphyxie progressive des conquêtes de la Libération

L'Ordre des Médecins et la bourgeoisie privilégient la médecine libérale. Ils luttent donc contre la médecine sociale en général. Les ressources de la CCAS consistent en un prélèvement de 1 % sur les recettes des ventes d'EDF et GDF hors taxes en France. Il est versé au départ au CCOS (Conseil Central des Oeuvres Sociales), créé le 14 janvier 1947. Marcel Paul a fait adopter le 8 avril 1946 la loi de nationalisation de l'électricité et du gaz. Le statut national du personnel des IEG (Industries Électriques et Gazières) est approuvé par décret le 22 juin. Il prévoit l'instauration « *d'œuvres sociales gérées exclusivement par le personnel* ». Déconsidérés à la Libération, le patronat et l'Ordre des Médecins, créé par Vichy le 7 octobre 1940, encaissent le coup, mais le rendent à mesure que la droite reprend du pouvoir. Un exemple, le « 1 % minimum » de 1947 est ramené à « 1 % maximum » en 1964. (3) La CCAS

Anthelme Richerand (1779-1840) était un chirurgien et physiologiste français, membre de l'Académie de médecine. Il a exercé à l'Hôpital Saint-Louis. Il est l'auteur des « *Nouveaux éléments de physiologie* » traitant notamment « *De certains phénomènes de la respiration, tels que les soupirs, les pleurs, le bâillement, l'éternuement, la toux, le hoquet, le rire, etc. etc.* »



(DR)

## La liquidation des dispensaires publics

Les centres de santé et les dispensaires sont les pionniers du collectif médical de proximité. Ils offrent des soins de premiers recours avec des actions d'éducation thérapeutique et d'intérêt général. Créés et gérés par des associations, des syndicats, des mutuelles, des comités d'entreprise, des communes, ils emploient un personnel exclusivement salarié. Leur avantage sur les maisons de santé privée est l'avance de frais et le tarif maîtrisé (secteur 1) pour les patients, mais aussi un emploi mieux protégé pour les salariés.

### De la charité à la solidarité

Il est habituel de faire remonter l'histoire des centres de santé aux consultations charitables pour «pauvres malades», instituées au XVII<sup>e</sup> siècle par Théophraste Renaudot, médecin que Richelieu nomma commissaire général des pauvres du Royaume. (4) Jusqu'à la dernière guerre mondiale, des dispensaires se développeront, la plupart du temps, par legs philanthropiques de grandes familles bourgeoises. Leur gestion est confiée aux associations caritatives ou à des congrégations religieuses. D'autres types de dispensaires verront le jour vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle dans un concept différent «d'entraide solidaire». Ils seront créés par les organisations ouvrières. Le principe de solidarité remplace celui de charité. De nombreux centres de santé vont alors être créés, dans les zones urbaines, exprimant à la fois un courant «humaniste» et «hygiéniste». Le Front Populaire, puis la Libération, avec l'avènement de la Sécurité Sociale, seront propices à ces initiatives.

Financés presque exclusivement par l'Assurance Maladie, les Centres de santé actuels sont caractérisés par une fragilité financière qui, sans mesures concrètes et rapides, les menace de disparition. La France a un système de santé permettant un accès universel aux soins. Paradoxalement, elle fait

*lorsque l'initiative privée, après un temps de carence, devient à même de fournir les services demandés* ». En 1960, le gouvernement leur impose un abattement des tarifs de 10 à 30% réduisant leurs recettes (il sera supprimé seulement en 1985).



Les premiers dispensaires de la Croix-Rouge dans les années 1920 (DR)

Genève, édité, Paris Hôpital Ecole de l'Union des Femmes de France, à Paris - Une Chambre

partie des pays d'Europe où les écarts d'accès aux soins sont les plus élevés. Ils varient selon les territoires, les spécialités médicales et les catégories sociales, qui peuvent entraîner un refus de soins pour raisons financières. Cette fragilisation, surtout des soins de premier recours, a été accentuée par la désaffectation croissante des Centres de Santé au bénéfice du secteur libéral. Dès 1956, la préfecture de la Seine et le ministre de la Santé limitent le développement des dispensaires. « Ils ne devraient pas exister ou (...) devraient disparaître dans un délai raisonnable,

décide de supprimer le laboratoire, certaines spécialités et demande à la CCAS propriétaire d'effectuer des travaux pour l'accueil des patients. L'UMIF informe ensuite qu'elle va mettre en place la facturation à l'acte (T2A), « pour flexibiliser le fonctionnement et augmenter les recettes du centre », ce qui remet en cause les contrats de travail des personnels et des médecins salariés. Les élus CGT au CCE de la CCAS, le 27 mars 2013, interpellent les syndicats CGT de la Région parisienne sur la réalité sociale du projet de l'UMIF. « La CCAS n'est pas un pourvoyeur de fonds, il faut

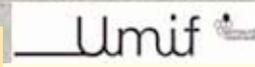
*avoir l'intégralité des chiffres dits du déficit du centre Richerand, non fournis aujourd'hui* ». Pour les salariés et les médecins, la gestion de l'UMIF a besoin de transparence. Depuis plus de 20 ans, le pouvoir d'achat des familles et des retraités s'est dégradé en même temps que la santé se privatisait. La politique du chiffre et la recherche de rentabilité dégradent la qualité des soins. Au CNS Richerand première version, les

Rejoignez nous dans nos magasins mutualistes Écouter Voir :

10 rue Leroux, Paris 16  
 212 rue des Pyrénées, Paris 20  
 21 Pl. Galignani, Corbeil-Essonnes  
 6 bd Chanzy, Montreuil  
 78 rue Paul Vaillant Couturier, Argenteuil

N'OUBLIEZ PAS VOS LUNETTES DE SOLEIL !

Une vision différente entre l'UMIF et la CCAS entre 2007 et 2013 (DR)



médecins prenaient le temps d'écouter le patient et de ne pas systématiquement, par manque de temps, prescrire des examens dans le secteur privé (secteur 2 non conventionné). Là où la T2A est pratiquée, les médecins sont priés de réduire la consultation à une durée de 7 minutes.

### Les Assises suspendent le transfert de gestion

Quand les collectivités locales françaises virent à droite, ou pire, les pressions budgétaires des ARS amènent souvent le Centre de Santé à passer du secteur 1 au secteur privé, ce qui augmente le coût des consultations et fait baisser la couverture sanitaire. La Mutualité Française est contrainte par les mêmes pressions de fermer des Centres de Santé, comme dans les Bouches du Rhône, ce que dénonce un tract de la Confédération CGT en mars 2013.

Situation comparable en Île-de-France, où des rassemblements militants envahissent le Conseil d'Administration de la CCAS. Exigence: suspendre le transfert de gestion à l'UMIF en attendant que les syndicats et les CMCAS franciliens soient informés correctement du dossier.

Les syndicats CGT d'Île-de-France interpellent le président de la CCAS et la secrétaire Fédérale de la FNME-CGT le 20 mars 2013. Le 16 mai 2014, à l'initiative de la Coordination régionale FNME, des Assises de la Santé sont réunies sur l'état et l'avenir du CNS Richerand. Elles réunissent plus de 100 militant.e.s syndicaux et sociaux des IEG, avec Anne Le Loarer, présidente CGT de la CPAM Paris, le Dr Yves Laybros, représentant la CGT à l'ARS, Gérard Filoche, inspecteur du Travail, Dominique

Renouveau de gestion et de cadre: les travaux au rez-de-chaussée du Centre le 5 février 2020 (Doc CNS Richerand)



Huez, médecin du Travail à EDF et syndicaliste CGT, Patrick Guillot président de la CAMIEG, Alain Quiot, président de la CMCAS de Paris.

### La Coopérative

Cette journée se conclura sur la nécessité d'un projet novateur pour le CNS Richerand. À la suite des actions, assises et interpellations, le projet de transfert à l'UMIF est suspendu.

Le 8 avril 2015, un Comité de soutien se crée à l'initiative des syndicats CGT et des CMCAS d'Île de France. Il orga-

nise une Porte Ouverte du CNS Richerand pour réfléchir avec des patients, des personnalités et l'ensemble des acteurs de santé: Ville de Paris, ARS, APHP, Assurance Maladie, Conseil Régional, personnels de san-

té, syndicats, partis politiques, associations et citoyens. Le 13 décembre suivant, le Conseil d'Administration de la CCAS décide un nouveau projet pour le CNS Richerand. Il devient le premier Centre de Santé Coopératif à Paris.

La patientèle principale est définie d'entrée. «La CCAS veut continuer à valoriser son action en matière de santé, notamment en direction des agents des IEG. Le futur centre de santé Richerand leur proposera ainsi des services dédiés, prolongeant l'histoire progressiste du CNS, en conformité avec l'évolution des besoins ».

Selon des remontées de terrain, la médecine du travail des IEG confirme le souhait de consultations spécialisées pour les agents. La CCAS veut renforcer l'attractivité du CNS à un niveau régional. «Le CNS Richerand devra mettre son offre de soins au goût du jour et proposer des prestations plus larges. Le CNS élargira son offre de médecine générale pour faire face à la désertification parisienne. Difficile de trouver désormais un médecin traitant sans dépassement d'honoraires dans Paris ».

### Jean Reigner, le précurseur du Blanc-Mesnil

Jean Reigner (1920-2017) s'engage dans la Résistance. Arrêté en 1944, déporté au camp de Neuengamme, il achève ses études de médecine en 1947 et trouve un poste au dispensaire municipal du Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis) en 1948. Il était le disciple de Robert-Henri Hazemann (5). Jean Reigner va s'emparer de tous les leviers pour défendre sa vision de la santé publique et de l'exercice médical, en organisant les syndicats médicaux, le Comité national de Liaison des Centres de Santé, le Congrès National des Centres de santé, l'Institut Renaudot.

Dans les municipalités ouvrières de la banlieue rouge, des maires précurseurs, conseillés par des médecins salariés qu'ils avaient recrutés, ont mis la santé publique au premier rang.

En 1949, le Centre médico-social du Blanc-Mesnil réunit la Caisse locale de Sécurité Sociale, les permanences des assistantes sociales, les services du dispensaire (médecine générale, service dentaire, radiologie, spécialistes divers), le centre de Protection Maternelle et Infantile, les examens de santé et de dépistage de la Sécu. Pour Jean Reigner, « le centre de santé est un établissement polyvalent, permettant la mise en place et l'essor d'une médecine moderne : accueil en un seul lieu, dossier médical commun et tiers payant. (...) Le Centre de santé est un outil qui permet d'améliorer l'accès aux soins pour tous. Il doit améliorer non seulement la santé des habitants de la commune, mais participer à l'amélioration du bien-être des administrés au même titre que les colonies de vacances, les centres aérés ». C'est pourquoi se sont développés, autour des centres, la planification familiale, où les centres ont joué un rôle pionnier, les PMI, les études de périnatalité, le dépistage des tumeurs, la préparation à l'accouchement, les programmes de santé bucco-dentaire, les consultations anti-tabac, les centres d'hygiène alimentaire et d'alcoologie, la toxicomanie. (6)

**La SCIC de 2018**

Le non-dépassement des tarifs Sécu est un leitmotiv. Pour cela, ouverture de discussions avec plusieurs hôpitaux parisiens pour proposer plus de spécialités médicales, biologie, ima-



La réunion du Comité de Pilotage le 9 mars 2016 (DR)

gerie, scanner et IRM, toujours en tiers payant et dans le respect du secteur 1. L'innovation est de créer un Centre de Santé Coopératif. « Un centre à but non lucratif animé par un ensemble de partenaires : collectivités territoriales, professionnels de santé, hôpitaux, ainsi qu'usagers et mouvement social, un laboratoire de l'innovation sociale et du service public ». L'échéance de la Coopérative est prévue pour 2018.

Le 13 juin 2016, une contribution est soumise à un comité d'experts pour approbation. Points principaux, le transfert de gestion du CNS à la SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif); de nouveaux services avec soins de premier recours, demande de soins non programmés, maintien à domicile; amélioration des services «ville-ville»

entre médecins traitants et spécialistes, en secteur 1 tout au long du parcours; création d'un Centre de santé pluri-professionnel universitaire; contribution à la recherche en soins primaires.

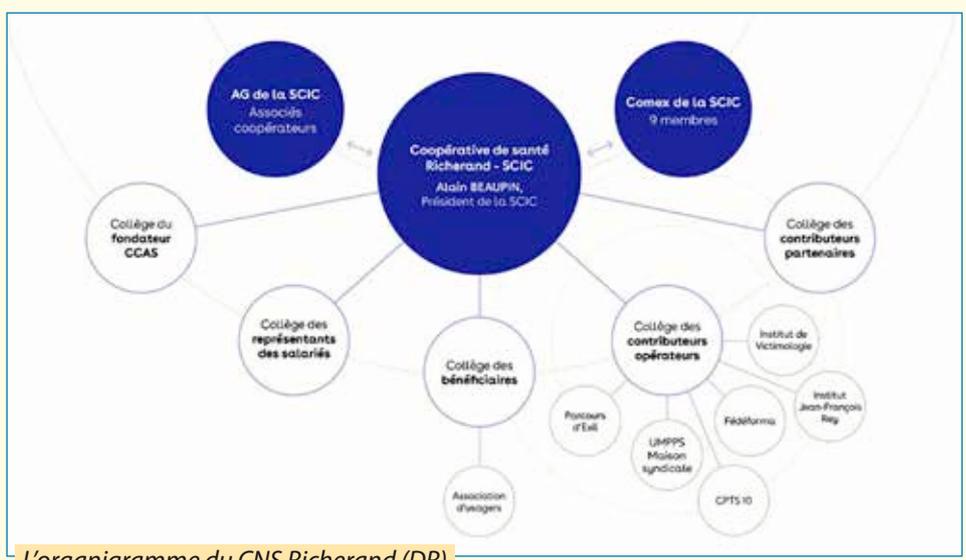
Le 26 octobre 2018, création de l'association des usagers de la SCIC Richerand. Elle tient le 6 novembre son Assemblée Générale constitutive, avec la Ville de Paris, l'APHP, l'ARS, la Région

ans un renfort financier pour boucler la gestion annuelle, ainsi que la Ville de Paris et l'ARS.

**L'enjeu national de Richerand**

Par une série d'actions menée sur cinq ans, la CCAS a sauvé le CNS Richerand. C'est une exception positive dans le carnage national. Faute de financements, 300 Centres de santé en France se disent menacés de fermeture à court terme. « Si l'État ne tient pas ses promesses, le centre sera fermé d'ici le 1<sup>er</sup> juillet », disait le 10 février 2023 d'une voix blanche à la presse locale Vincent Clochard, dirigeant du Centre Social Infirmier de Châtelleraut, dans la Vienne. La situation était dénoncée par quatre fédérations (ADÉDOM, UNA, ADMR, C3SI) dans un communiqué du 8 février 2023. Elles représentent 300 CSI,

Île-de-France. La CCAS reste propriétaire des locaux et majoritaire dans le Comité Exécutif. Elle apporte sur trois



L'organigramme du CNS Richerand (DR)

**« Avoir la main sur l'avenir... »**

**Extraits du texte d'orientation des Assises de mai 2014**

« Travailler à la pérennité des Centres de santé en propriété et gérés par la CCAS ne permettrait-il pas d'être une vitrine de la gestion CGT, en assumant une volonté de solidarité pour l'ouverture des centres aux patients autres que IEG et renforcer la fréquentation des centres par les agents et les retraités ?

N'est-il pas nécessaire de résister aux politiques libérales de l'Agence Régionale de Santé en assumant notre gestion de lutte pour garantir le droit à la santé et permettre de maintenir, voire améliorer, le niveau sanitaire des populations des IEG et autres ?

Pour cela, il faut travailler avec les autres Centres de santé en réseau et des autres corporations. Se rapprocher des fédérations des transports, cheminots, RATP, métallus, des autres services publics. Construire un réseau de praticiens des centres de santé afin d'offrir aux patients une offre de soins complémentaires et coordonnée au moindre coût.

Se rapprocher des élus et mandatés CGT de la caisse de Sécurité Sociale pour intervenir auprès de la ville de Paris et qu'elle contribue financièrement à l'accueil des riverains qui consultent à Richerand.

De gagner une reconnaissance sociale auprès des pouvoirs publics afin d'être financé différemment du fait de la mission sociale et solidaire du centre de santé (comme la clinique des Bleuets à Paris). (...) Pour permettre la mise en œuvre d'un tel projet, il faut être maître d'œuvre et donc avoir la main sur l'avenir ». (7)

60% du nombre de centres en France, soit quelque 4 000 salariés.

Le Centre de Santé Mutualiste René-Laborie, au cœur du 2<sup>e</sup> arrondissement parisien, qui accueille principalement des professionnels de la presse et de la communication, est entré en cessation de paiement le 9 février 2023. Le tribunal de Commerce a décidé sa liquidation une semaine plus tard. Le Centre a été repris par le groupe privé SoMeD, déjà exploitant à Paris-Montparnasse et en province. Objectif du PDG, « une quarantaine de centres de santé d'ici 2026/2028 ».

Le 21 juillet 2023, l'Assurance-Maladie déconventionnait 13 Centres de Santé privés du groupe Alliance Vision, dont les fraudes étaient chiffrées à 21,5 millions d'euros. Pour les usagers, le dé-

conventionnement signifie un remboursement Sécu dérisoire. Exemple, 1,22 euro pour une dépense de 30 euros

chasse aux fraudeurs sociaux, dont le gibier est en écrasante majorité le secteur privé.

## Fraude à l'Assurance maladie : 13 centres de santé sont déconventionnés à partir de ce lundi



Les fraudes de quelques groupes privés sont une menace pour toute la santé non lucrative. (DR)

ros en ophtalmologie. En région parisienne, d'autres centres privés, comme dans le Val d'Oise à Argenteuil ou Franconville, sont dans le collimateur de la

Ce qui ne l'empêche pas de racheter à tour de bras les structures territoriales et associatives, asséchées par les lois de finances et les tribunaux de Commerce. La Coopérative de Santé Richerand est devenue une double cible pour les prédateurs: un équipement important avec une patientèle solvable et un déplorable exemple pour le business de la médecine privée. La direction de la SCIC et la CCAS recherchent d'autres sources de financement pour ne pas transformer une victoire en sursis.

T. C.

### Le Comité de Pilotage

Le 9 mars 2016, le premier Comité de pilotage se tient dans l'ancien atelier désaffecté de prothèses dentaires. La Ville de Paris est représentée par le directeur de cabinet de Bernard Jomier, maire adjoint à la Santé, et le Conseil d'arrondissement du 10 arrondissement avec la déléguée à la santé Anne Souyris. Également présents l'ARS Île-de-France, la CPAM de Paris, la Faculté de Médecine, l'Université Denis-Diderot, le doyen Philippe Ruszniewski, de l'Institut Jean-François Rey de recherche en soins primaires, la présidente Hélène Colombani, de IRDES, Yann Bourgueil directeur de recherche de l'AMUF, Christophe Prudhomme, du Groupe Hospitalier Diaconesses-Croix-Saint-Simon, Anne Fabrègue, Directrice générale de l'APHP, Sophie de Chambine chef du service Parcours patients et Organisations médicales innovantes, du Groupe Hospitalier Lariboisière-Saint-Louis-Fernand-Widal, Karine Champion, praticien hospitalier, le président du Comité de soutien du Centre national de santé Richerand: Alain Quiot, ainsi que différentes instances de la CCAS, des CMCAS Île-de-France et du CNS.

### Les cinq collèges de la SCIC

La gestion de SCIC est partagée par 5 collèges: les fondateurs (la CCAS); les représentants des salariés de la coopérative (professionnels médicaux, paramédicaux et des fonctions support); les représentants des usagers; les contributeurs opérateurs (personnes morales apportant leurs connaissances médicales et/ou sociales); les contributeurs qualifiés (personnes morales partageant les objectifs et valeurs de la coopérative et souhaitant contribuer à son développement).

## NOTES

**(1) - Définition de l'OMS** (Organisation Mondiale de la Santé): « La santé est un état complet, de bien-être physique, matériel et social. Il ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmerie ». Adoptée par la Conférence internationale de la Santé, à New York du 19 juin au 22 juillet 1946, signée par 61 États le 22 juillet 1946, entrée en vigueur le 7 avril 1948.

**(2) - CMCAS.** Les Caisses Mutuelles Complémentaires et d'Actions Sociales sont les organismes gérant les activités sociales des agents des IEG. L'Île-de-France en a une par département.

**(3) - Il existe deux types de 1 %.** À partir de 1946, un 1 % a été versé aux anciens actionnaires des compagnies gazières et électriques touchées par la nationalisation. Cela a duré 50 ans. La quasi-totalité des médias n'en ont jamais parlé.

**(4) - Théophraste Renaudot** est aussi célèbre pour avoir lancé « La Gazette » le 30 mai 1631. Hebdomadaire de 4 pages, c'est le premier journal périodique en France.

**(5) - Robert-Henri Hazemann** (1897-1976), médecin hygiéniste, théoricien de la santé publique, communiste, est chef de cabinet du ministre de la Santé du Front Populaire et créateur en France du concept de Centre de Santé. Il soutient le financement des dispensaires publics majoritairement créés dans les municipalités communistes et les défend face aux instances administratives, politiques et médicales. Pour ces dernières, les dispensaires représentent une concurrence déloyale et le salariat des médecins est une hérésie.

**(6) - Témoignage de Joël Le Corre,** successeur de Jean Reigner au Blanc-Mesnil de 1985 à 2008.

**(7) - Compte-rendu des Assises du 16 mai 2014**

# LE SPORT ET LA CGT

## Libération 44 : jeunesse FSGT, reconstruction du pays et cadres syndicaux

En septembre 1944, alors que nombre des siens, hommes et femmes, sont engagés dans la guerre pour libérer le territoire et écraser le nazisme, la CGT mène aussi la lutte pour l'épuration. De nombreux soutiens de Vichy hantent encore les Ministères et la direction des entreprises, le ravitaillement car les privations ont entraîné une dégradation de la situation sanitaire du pays et des salaires. L'ampleur de la tâche ne l'amène pas pour autant à oublier le sport.

La « Vie Ouvrière » du 8 septembre 1944 sous le titre « Renaissance du Sport Libre » (1) appelle à maintenir l'esprit qui a uni les sportifs durant la Résistance. Elle les incite à défendre les intérêts moraux et matériels des sportifs français, à épurer le mouvement sportif, à agir afin que dans toutes les villes ou villages soit aménagé un terrain de sport ou une piscine.

La Commission des Sports et Loisirs de l'USRP (Union des Syndicats de la Région Parisienne) formule sous le titre « Une jeunesse saine par le sport » plusieurs revendications. (2) Il faut reconstituer ou former des clubs sur le plan syndical ou d'entreprise, les faire adhérer à la FSGT (Fédération Sportive et Gymnique du Travail), réclamer les

trois heures hebdomadaires d'éducation physique « sans que cela nuise à la production pour hâter la fin de la guerre. » Elle ajoute : « Nos jeunes qui sur les terrains de sport défendent âprement leurs couleurs, se préparent physiquement et moralement afin de former une armée solide et des ouvriers physiquement capables de participer à la reconstruction et à la reprise économique du Pays. »

La commission des jeunes de l'USORP (Union des Syndicats Ouvriers de la RP), lors du Congrès de Montreuil énumère un programme en dix points (3) qui porte principalement sur le besoin de développer une véritable politique de l'apprentissage afin que les jeunes apprennent un métier dans de bonnes conditions et participent ainsi efficacement à la reconstruction du pays. Elle n'en ignore pas pour autant le besoin de développer les activités culturelles et sportives. Elle escompte aussi par son action « donner à la jeunesse française une place importante dans la vie de

la Nation et l'entraîner dans notre grande CGT afin de fournir les futurs cadres pour des syndicats puissants dans une France libre et forte. »

(1) - **Sport Libre**, réseau de résistance créé, dès 1941, par des militants communistes. Il s'oppose à la politique sportive de Vichy et à l'occupation nazie. Plus



La Vie Ouvrière du 25 mars 1948 (DR)

de 125 de ses membres périrent dans ce combat.

(2) - **La Vie Ouvrière**, 28 décembre 1944, page 6.

(3) - **Le Travailleur Parisien (TP)**, publication de l'Union des Syndicats de la Seine, avril 1945, p. 34 à 36).

Alain Gautheron

## Pour patronat et pouvoir, le sport peut-il gouverner la jeunesse ?

Les acquis importants dus aux luttes, notamment en 1936 et en 1945, ont créé de nouveaux rapports entre le syndicalisme et la politique. Les enjeux du temps sur les moyens pour vivre conduisent la CGT de la Seine à prendre à bras le corps la question de la jeunesse et du sport à l'entreprise.

La CGT y est d'autant plus sensible qu'elle compte au congrès de l'UD de la Seine en mai 1947, 667 délégués et 964 770 syndiqués CGT. (1) Gagner la jeunesse est un devoir de classe. Le Travailleur Parisien (TP) du 3 avril 1947 met en lumière comment l'Union des Syndicats de la Seine

a participé très activement à la grande bataille menée par la CGT qui a permis d'obtenir un mois de vacances pour les moins de 18 ans et trois semaines pour les moins de 21 ans.

### Les apprentis en pointe

Gagner des vacances plus longues pour la jeunesse qui a subi les répercussions des privations imposées par la guerre et l'occupation, quoi de plus normal, mais il fallait surtout lui permettre d'en profiter pleinement.

La CGT permet à 300 jeunes de partir



en vacances: 250 à Cazères en Haute Garonne; 35 en Savoie; 40 à Cannes, etc. Le premier cross de l'UD de la Seine du 17 mars 1947, avec la Vie Ouvrière, voit la participation de 1 800 engagés, dont 800 apprentis. Le 4<sup>e</sup> cross du 15 décembre 47 comprend 2 400 engagés, dont 1 400 apprentis.

### L'effort commun avec la FSGT

Telles sont les raisons qui conduisent la CGT à définir, dans une circulaire aux syndicats, les relations étroites qui doivent exister entre l'organisation syndicale et la Fédération Sportive et Gymnique du Travail dans l'objectif de développer le sport et organiser la lutte pour les revendications des sportifs. Une commission mixte, formée par l' Union des Syndicats CGT de la Seine et le Comité Ile-de-France de la FSGT, se met en place. Elle a pour objet la coordination des efforts pour redresser les clubs en difficulté, former et développer les clubs corporatifs; la coordination pour rechercher des candidatures aux stages de dirigeants sportifs; la collaboration pour organiser de grandes épreuves populaires.

### L'UD de la Seine innove à l'entreprise

Les différents congrès de 1950 à 1968 sont, à des degrés divers, marqués par ces exigences. En 1964, l' UD CGT de la Seine organise la première conférence sur « Le sport à l'entreprise ». Celle-ci est conforme aux orientations de la CGT en direction de la jeunesse mais va constituer un élément nouveau de par sa réalisation, la participation et le contenu de ses travaux. Elle se déroule le 1<sup>er</sup> février 64 à la Bourse du Travail de Paris. Présidée par Eugène Hénaff, le secrétaire général de l'UD, elle réunit 114 délégués, dont une cinquantaine de secrétaires de syndicats d'entreprise ou régionaux. S'y ajoutent des délégués de Comités d'entreprise, des militants CGT responsables de clubs sportifs d'entreprise et des dirigeants de commissions sportives des CE. Assistent aussi des dirigeants départementaux de la FSGT, dont Pelgas, secrétaire général. Le débat est introduit par Jean Dubois pour bureau de l'UD et permet à 23 camarades d'intervenir. Il caractérise la politique du pouvoir gaulliste, depuis son avènement en 1958, comme antisociale et antinatio-

**Pour vos enfants fatigués**  
L'UNION FRATERNELLE DES METALLURGISTES  
Gérante des Œuvres Sociales  
DE L'UNION DES SYNDICATS DE TRAVAILLEURS DE LA MÉTALLURGIE DE LA SEINE C.G.T.  
met à votre disposition :



**L'AERIUM**  
**JEAN-PIERRE-TIMBAUD**  
à Vouzeron (Cher)



*L'intégration du sport dans les œuvres sociales de la CGT (DR)*

Cette progression est due aux efforts préparatoires comme au camp de Gif-sur-Yvette du 27 septembre de la même année, qui rassemble 1 000 participants avec 250 tentes ou à la journée d'athlétisme du 8 septembre à la Croix de Berny, au Sud de Paris, avec 400 participants. L'autre réalisation importante dans la préparation des congés de 1947, c'est la création de l'Amicale des Apprentis, qui comprend 21 sections. Les effectifs sont passés de 471 en décembre 1946 à 1 033 en janvier 1947. Le 7 février, 500 apprentis sont rassemblés à la Grange-aux-Belles, 300 à Boulogne le 20 février, 300 au centre Ledru-Rollin, 250 puis 100 à Puteaux, 200 à Malakoff, 150 quai de Jemmapes, 100 rue de la Douane etc .... (2) La préparation des journées sportives du printemps 1948, les crédits arrachés par les Comités d'Entreprise, avaient développé le sport parmi les travailleurs. Cependant, l'austérité accrue est marquée par une régression importante du nombre de clubs vivant dans les entreprises. Le sport devient de plus en plus un luxe pour les travailleurs. L'importance de ce problème retient toute l'attention du 27<sup>e</sup> congrès confédéral. Il appelle les sections syndicales à stimuler la vie des clubs corporatifs en défendant les revendications des sportifs.

Cette constante de l'UD de la Seine a pour objectif de prendre la tête des jeunes sportifs pour la défense de leurs revendications. Il s'agit alors de créer un club sportif pour les grosses entreprises, un club inter-entreprises pour les petites et moyennes. Ils doivent adhérer à la FSGT afin d'arracher aux patrons les clubs paternalistes dans la lutte active contre les diminutions des crédits à la jeunesse et aux sport, la fermeture du CREPS et exiger 3 heures par semaines pendant les heures de travail (3).



15 décembre 1953, n° 2 du journal de la FSGT (DR)

nale. Les cinq années de pouvoir personnel par De Gaulle confirment l'analyse d'un pouvoir au service exclusif



Un cross scolaire pour les filles en 1955 (DR)

des grands monopoles pour piller la richesse de la France à leur seul profit. De grandes luttes unitaires n'ont cessé alors de se développer. Malgré la démagogie, l'intimidation, la régression, les masses populaires ont résisté aux multiples coups portés par le pouvoir. Elles l'ont aussi contraint à des reculs importants sur la tentative de limiter les augmentations de salaires, sur la franchise de 3 000 francs à la Sécurité Sociale, sans oublier la Paix en Algérie et la mise à la raison de l'OAS. (4) Le souvenir de ces luttes est encore vivace.

## Échec à l'embrigadement gaulliste

Malgré cette résistance, le pouvoir gaulliste développe une véritable offensive dictatoriale. Après les loi anti-grève de 61 et 63, le plan de stabilisation, ce sont de nouvelles et graves atteintes aux libertés communales, avec la refonte administrative francilienne de 64, l'éviction des représentants des syndicats et de la population des Conseils d'Administration des HLM, les attaques contre la Sécurité Sociale, la mutualité, la gestion démocratique des œuvres universitaires, les fédérations sportives et la Caisse de Prévoyance de la RATP. Dans ce contexte, le pouvoir gaulliste mène une politique d'embrigadement de la jeunesse. Les jeunes constituent une masse considérable. La population scolarisée dans les écoles, collèges, lycées et universités, qui était de 7 715 000 en 1954, dépasse les 12 millions en 1968. Le pouvoir est face à une contradiction insoluble. La nature même de son ori-

gine le rend incapable de répondre aux légitimes aspirations de cette jeunesse mais lui commande au contraire de l'exploiter aux plus grands profits des intérêts des monopoles.

Cette contradiction n'est pas étrangère à la maturation des mouvements qui conduisent aux événements de 1968 quatre ans plus tard. S'ajoutent aussi le sabotage voulu et organisé de l'école, de l'université, une présence plus grande de l'armée, de l'église et la remise de la formation professionnelle entre les mains du grand patronat.

## La version sport du « Merci, patron ! »

Dans ce contexte, il faut prendre en compte les graves mesures dirigées contre le sport libre et démocratique. Jean Dubois résume les mesures qui ont été détaillées dans le document préparatoire à la Conférence de 1964.

« Il s'agit pour le pouvoir de s'assurer le contrôle et la direction des fédérations unisport; de supprimer en fait les fédérations omnisports comme la FSGT et de s'emparer à l'aide d'associations interentreprises et des moniteurs formés par M. Herzog (Ministre des Sports, NDLR), du sport à l'entreprise pour le mettre au service de sa politique de prestige; mais aussi et surtout au service de sa politique de productivité et de collaboration de classe, c'est à dire de devenir le maître absolu dans ce domaine comme il le tente de le devenir dans les autres ».

Il n'y a pas de hasard si les activités sportives et particulièrement à l'entreprise sont le domaine où le pouvoir développe des attaques brutales visant tout le mouvement sportif, y compris les fédérations bourgeoises. Un secteur qui paraît au pouvoir être celui où l'apolitisme a ses racines les plus profondes. L'expression de l'apolitisme dans le domaine, c'est la théorie du sport neutre qui a encore de profondes racines y compris parmi nos rangs. La relation avec la lutte de classe est beaucoup plus difficile à faire dans le domaine du sport. Il n'y a pas de secret. Il y a des entreprises où le syndicat CGT est en lutte avec les travailleurs pour leurs revendications contre le patron et qui accepte que ce même patron soit le président du club de football avec lequel les militants CGT se retrouvent parfois sur le terrain.

Si le sport était politiquement neutre pourquoi le pouvoir et le patronat font tant d'efforts pour se l'appropriier totalement et refuser aux CE les crédits qu'ils allouent largement à leurs clubs ?

Joël Biard

Sport et publicité patronale, un vieux couple (DR)



## NOTES

(1) - Archives départementales de Seine-Saint-Denis, AD 49 M 209.

(2) - AD 49 M 210.

(3) - Le Travailleur Parisien (TP), janvier 1950, p. 24

(4) - L'OAS est l'Organisation de l'Armée Secrète créée en 1961. Elle s'oppose, notamment par des attentats meurtriers, à l'indépendance de l'Algérie.



# De la lutte armée à la guerre froide

## La brève existence et la longue influence du Conseil National de la Résistance

par Gilbert Dubant

**Le programme du Conseil National de la Résistance est signé le 15 mars 1944. Il prendra corps avec la Libération, avant la IV<sup>e</sup> République et la scission CGT de 1948. À sa parution, l'urgence est à la lutte contre l'occupant.**

Au printemps 44, peu de responsables politiques, même allemands, doutent de la défaite du nazisme. 1943 est marquée par la chute de Stalingrad en février, tournant de la guerre. Le Service du Travail Obligatoire (STO) envoie des milliers de jeunes Français vers la clandestinité.

### L'attente

Depuis Londres, De Gaulle demande la formation d'un Conseil National de la Résistance. Les restrictions alimentaires et les bombardements se développent, surtout en ville, de nombreuses consciences aussi. Le 17 avril 43, les accords du Perreux scellent la réunion de la CGT. Le 27 mai, création du CNR à Paris (*lire Mémoires Vives n° 64 et 65*). Le 3 juin, De Gaulle passe de Londres à Alger, où il crée le Comité

Français de la Libération Nationale (CFLN). Une bagarre sans merci est lancée dans la course au futur gouvernement de la France libérée. Les Américains cherchent un dirigeant français à leur botte.

septembre le chef allemand du STO Julius Ritter est exécuté à Paris, comme deux généraux de la Wehrmacht en mars et juillet. La question de la lutte armée domine le CNR de sa naissance à l'été 44.

à l'action libératrice, comme le commande l'intérêt de la Patrie. La peur du peuple conduit à l'attentisme, elle fait tourner le dos à l'insurrection nationale, dont le général de Gaulle a dit avec raison qu'elle



Leur favori, le vichyste Henri Giraud, a été viré par un De Gaulle sans concession. Tout le monde attend le(s) débarquement(s) promis par Roosevelt à la conférence de Téhéran fin novembre 43. Le succès dépend de l'état de la Résistance française et de l'attitude des populations. L'action du CNR sera décisive, mais gaullistes, socialistes et radicaux craignent que l'appel aux armes soit contagieux à l'avantage du PCF. Plus d'une centaine d'actions militaires sont attribuées pour 1943 en Île-de-France aux FTP communistes. Le 28

### Duclos à l'offensive

L'Humanité clandestine n°283 du 15 mars 44 ne dit pas mot du programme des «Jours Heureux». L'article principal, «La peur du peuple et la trahison de la patrie», signé de Jacques Duclos, dirigeant PCF, n'est pas tendre pour le CNR. «C'est la peur du peuple qui pousse certains éléments de la Résistance à tenter le «débauchage» de résistants groupés dans certaines organisations pour les enrôler dans d'autres, au lieu de s'efforcer d'entraîner de nouvelles couches de Français

est inséparable de la libération nationale ».

Le CNR a deux options. «Faut-il se contenter d'un effort de propagande et de solidarité, d'une action de renseignement, en attendant de pouvoir porter appui à l'intervention armée extérieure lorsqu'elle se produira? Faut-il au contraire, ainsi que le font les communistes, développer tout de suite l'action, notamment armée, afin de faire émerger une armée populaire éduquée à l'école de la guérilla et fonderment de l'affirmation nationale dans le contexte de la libération du territoire?». (1) Louis

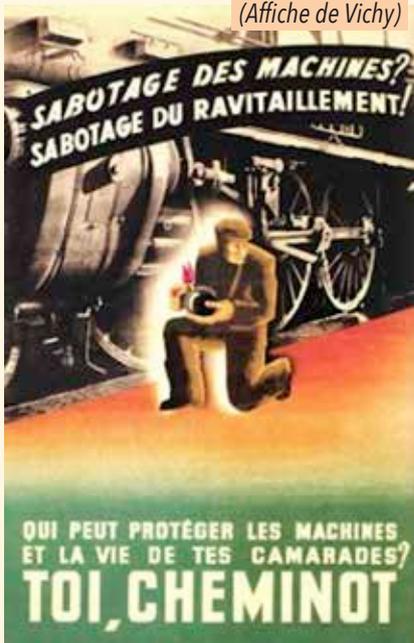
### Le Conseil National de la Résistance

Le CNR comprend 16 membres, 8 représentants de mouvements, 6 partis politiques, 2 syndicats.  
Mouvements: Ceux de la Libération (Roger Coquoin); Ceux de la Résistance (Jacques Lecompte-Boinet); Libération-Nord (Charles Laurent); Organisation Civile et Militaire (Jacques-Henri Simon); Front national (Pierre Villon); Combat (Claude Bourdet); Franc-Tireur (Eugène Petit); Libération-Sud (Pascal Copeau).  
Syndicats ouvriers: CFTC (Gaston Tessier) et CGT (Louis Saillant).  
Partis politiques: PCF (André Mercier); Parti Socialiste

(André Le Troquer); Parti Radical (Marc Rucart); Parti Démocrate Populaire (Georges Bidault); Alliance Démocratique (Joseph Laniel); Fédération Républicaine (Jacques Debû-Bridel).

À partir de septembre 1943, les 5 membres du Bureau permanent représente leur propre organisation, plus trois autres. Pour Georges Bidault, démocrate-chrétien, le Parti Socialiste et le Parti Radical; pour Louis Saillant (CGT) la CFTC et Libération-Nord; pour Jacques Villon (Front National) le Parti Communiste et la Fédération Républicaine; Pascal Copeau (Libération Sud) s'occupe des MUR.

(Affiche de Vichy)



Saillant, ex-Confédéré SFIO, qui représente la chèvre et le chou, est moins tranchant que Jacques Duclos, mais ne dément pas la deuxième position.

## Les Jours Heureux

Les communistes sont mal armés, mais bien organisés. Ils ont mené dès 1940 des attentats contre la Wehrmacht, saboté des usines et fait dérailler des trains. L'intégration des FTP en décembre 43 dans les FFI (Forces Françaises de l'Intérieur) ne change pas grand chose. Les armes parachutées de Londres évitent toujours de tomber aux mains des communistes. « Certains éléments, dont le rôle devra bien être éclairci un jour, ont laissé tomber des tonnes d'armes aux mains de l'ennemi au lieu de les distribuer aux FTP qui luttent pour délivrer la Patrie », ajoute Duclos. Ce 15 mars 44 conclut un

an de négociations et de centaines de papiers griffonnés, échangés, modifiés, rassemblés par des copistes clandestins pour en faire le Programme d'Action de la Résistance, baptisé in extremis « Les Jours Heureux ». C'est un fascicule (18 450 signes) en deux parties : un plan d'action immédiate et des « mesures à appliquer pour la libération du territoire ».

D'abord la délivrance de la patrie, adjurant Anglais et Américains de déclencher la « libération des territoires envahis ». Avec un appel au CFLN gaulliste d'Alger « pour qu'il mette tout en œuvre afin d'obtenir des armes et de les mettre à la disposition des patriotes ». En résumé, « la Résistance Française doit ou se battre ou disparaître ».

## La Libération et les outils

Pour le Jour-J, le CNR veut un comité dans chaque ville, village et entreprise, intégré dans un CDL, Comité Départemental de Libération, qui transmettra les instructions du CNR pour l'alimentation des populations, la chasse aux traîtres, le combat contre l'ennemi et le renforcement de l'esprit de lutte.

La seconde partie est la liste des mesures pour « l'établissement de la démocratie la plus large par le rétablissement du suffrage universel ; la pleine liberté de pensée, de conscience et d'expression ; la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances d'argent et des influences étrangères ; la liberté d'association, de réunion et

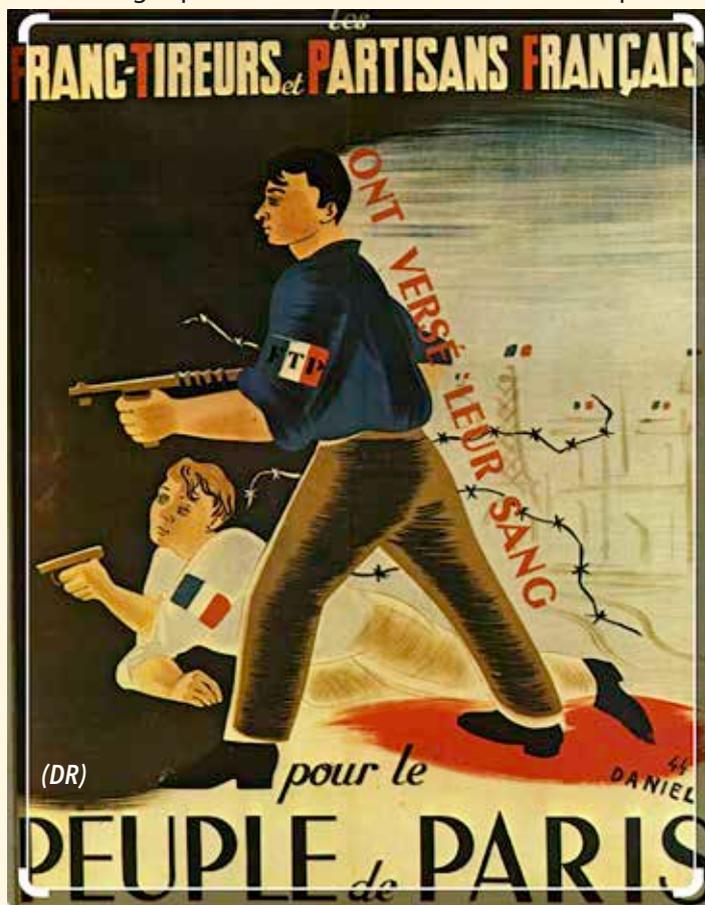
de manifestation ; l'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance ; le respect de la personne humaine ; l'égalité absolue de tous les citoyens devant la loi ».

Le plan va bien au-delà d'un programme de gouvernement. Il garantit le droit au travail et au repos, « un niveau de salaire et de traitement qui assure la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine », un pouvoir d'achat national par la stabilisation de la monnaie, la reconstitution d'un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs.

l'emploi. Une politique « de prix agricoles rémunérateurs » donne aux salariés agricoles les mêmes droits que dans l'industrie. Une retraite garantie permet de finir sa vie décemment. « Les populations indigènes et coloniales » voient une extension des droits politiques, sociaux, économiques.

## Mouvements ou partis

Tous les enfants français peuvent bénéficier de l'instruction et accéder à la culture la plus développée, quelle que soit la situation de fortune de leurs parents,



La Sécurité Sociale assurera « à tous les citoyens des moyens d'existence dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail », avec la sécurité de

« afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de

## Le vote des femmes

Claire Andrieu ne masque ni les lumières ni les ombres d'un programme à partenaires multiples. « Par ses silences, le programme du CNR est aussi un texte conservateur, voire réactionnaire. Ne disant rien de la Constitution future, il cautionne l'éventuel rétablissement de la Troisième République. (...) C'est Paul Bastid, en tant que représentant du Parti radical, qui s'opposa à l'inscription du vote des femmes. En mars 1944, donc,

la position du CNR peut être qualifiée de réactionnaire. (...) L'intervention du général de Gaulle dans son allocution du 18 mars 1944, et les assauts conjoints de Fernand Grenier, communiste, et de Robert Prigent, catholique, aboutirent à l'insertion du principe du vote des femmes et à son application dès les élections municipales de 1945 ».

naissance, mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires».

Les dernières lignes des Jours Heureux sont une proclamation. «En avant donc, dans l'union de tous les Français rassemblés autour du C.F.L.N et de son président le général De Gaulle! En avant pour le combat! En avant pour la victoire afin que vive la France!».

L'historienne Claire Andrieu, spécialiste du texte et de l'époque, note: «Libération (Sud) qui le diffuse en mai 1944 est le seul journal à l'avoir reproduit intégralement. Paradoxalement, L'Humanité et Le Populaire ne le font pas connaître à leurs lecteurs tant que dure l'Occupation. Les mouvements de résistance se sont approprié le programme plus que les partis politiques résistants. Cette dissociation relative, révélatrice d'un autre rapport au politique, prendra fin dès le retour aux libertés». (2)

C'est un texte de rupture «avec un certain capitalisme» marqué par quatre attributs de l'État-providence selon 1945: nationalisations, plan de production, accès des travailleurs à la direction des entreprises, sécurité sociale.

### Le virage de la lutte armée

La droite et les radicaux du CNR ont fini par céder «devant la nécessité de rendre manifeste l'existence d'une France autre que celle de la Collaboration ou de l'adhésion au national-socialisme». Un texte ouvert sur l'international, dit Claire Andrieu. «L'originalité du cas français tient à plusieurs traits: le rassemblement en un seul texte de l'ensemble de la panoplie des idées réformatrices de l'époque, ce qui place la France à gauche de l'Europe. Cette convergence réformatrice fera la force du parti de la réforme lors de la Libération».

Entre l'insurrection pour cer-

tains et la temporisation pour d'autres, la position de Louis Saillant, de la CGT et Libération-Nord, est délicate. «Libération-Nord réunit les courants non communistes de l'ancienne CGT, le syndicalisme chrétien et une tradition de lutte de la SFIO. La composante syndicaliste et chrétienne ne penche pas naturellement pour la lutte armée. D'autre part, les dirigeants ne jugent pas cette forme d'action prioritaire. Il s'agit de contrer la propagande du régime de Vichy et de déjouer les ruses de l'occupant. Dans un second temps, la nécessité de faire la démonstration de leur force pousse les responsables de Libé-Nord à créer des groupes paramilitaires». (3) Saillant appuie le durcissement et se renforce dans les deux camps.

### Paris insurgé

Avec les Jours Heureux en mai 44, le numéro spécial de «Libération» publie trois encadrés significatifs: «Les groupes francs détruisent en zone Sud 47 locomotives», «721 attentats ferroviaires

en trois mois», «Un bilan impressionnant de sabotage industriel». Le 15 mars dans



«L'Humanité», Jacques Duclos était encore plus précis. «Rien que pour la zone Nord, le déraillement de 24 trains boches, la destruction de 26 locomotives, 237 wagons, d'un pont de chemin de fer, de 5 000 litres d'essence et 3 000 litres d'alcool, la centrale d'eau de la gare du Nord à Paris au cours desquelles 15 boches ont été tués et 15 blessés».

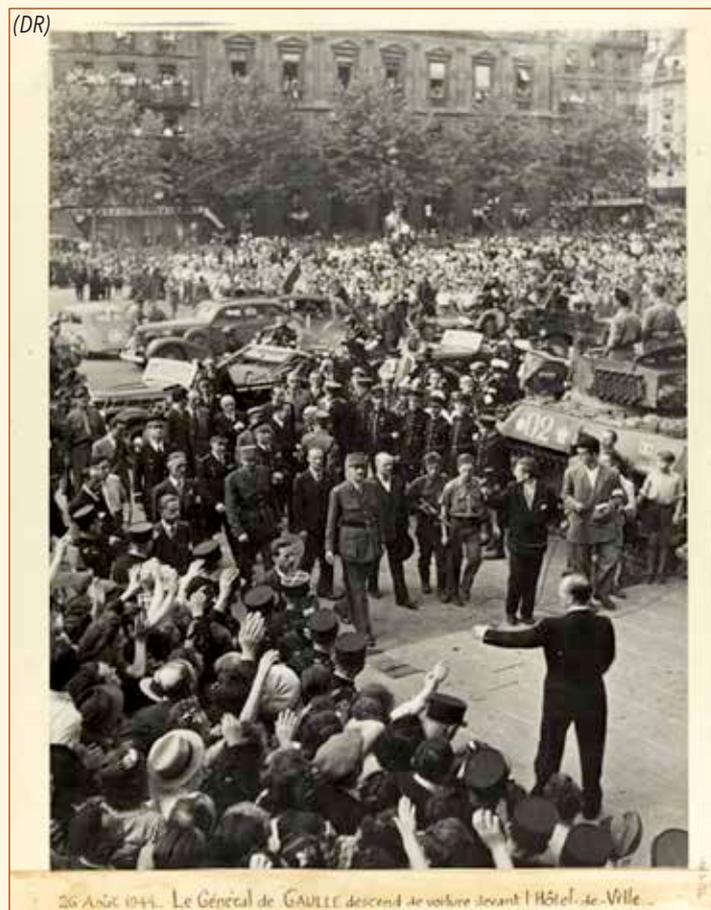
Le débarquement du 6 juin 44 en Normandie lance la Résistance armée dans la bataille de France. À Paris

et en banlieue, après une série de grèves massives, le chef communiste des FFI, le colonel Henri Rol-Tanguy, a lancé l'insurrection, coupant l'herbe sous le pied aux Américains qui voulaient entrer en vainqueurs. Le COMAC, le Comité d'Action Militaire, est supposé diriger les FFI pendant que De Gaulle nomme Jacques Chaban-Delmas «délégué militaire national» (DMN) du GPRF, le gouvernement provisoire.

«Conforté par un voyage à Londres début août 1944, Jacques Chaban-Delmas s'efforça, avec Alexandre Parodi, de retarder le plus possible le déclenchement de l'insurrection parisienne. Le 19 août, la décision finit par échapper aux deux hommes. Le 20, le DMN négocia une trêve avec les Allemands. Le 22, soucieux comme Parodi de préserver l'unité de la Résistance, il cautionna la rupture de la trêve». (4)

### Le 26 août à l'Hôtel de Ville

Échec à la droite attentiste, mais le Conseil tient. «Jusqu'au bout, mis à part l'épisode de la trêve des 20 et 21 août 1944, le CNR préservera son unité, malgré les risques encourus et les obstacles matériels de toute nature. Le centre de gravité politique de la Résistance s'est

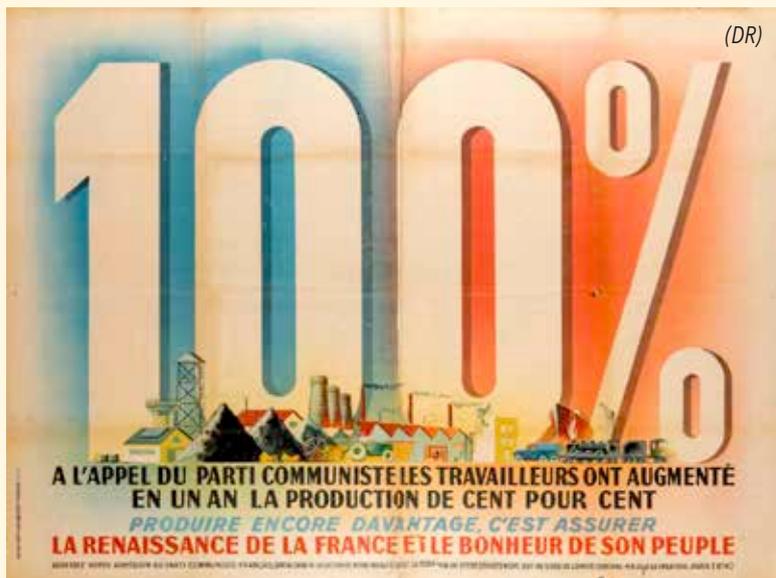


26 AOÛT 1944. Le Général de GAULLE descend de voiture devant l'Hôtel de Ville.

## Nationalisations, mais...

nettement déplacé vers la gauche en même temps que le mouvement résistant s'ins-

«Jusqu'aux élections générales d'octobre 1945, le GPRF gouverne par ordonnances»,



tallait plus largement dans la société ». (5)

L'évolution de Louis Saillant reflète le parcours de la CGT. «Le 22 août 44, avec le Comité de Libération du ministère, Louis Saillant s'empare du ministère du travail que Déat (6) en fuite vient d'abandonner. Quatre jours après, c'est en tant que membre du Bureau Confédéral clandestin qu'il rejoint les bureaux de la CGT rue La Fayette. La CGT lui confie bientôt la responsabilité des relations internationales ». (7) Arrivé à Paris le 25 août, De Gaulle remonte les Champs-Élysées le 26. Il est reçu à l'Hôtel de Ville par le président du Comité Parisien de Libération, André Tollet, qui fait office de maire. À ses côtés, un autre de l'accord du Perreux, Louis Saillant, pour le CNR. Ils ont le triomphe modeste, mais de Gaulle est furieux.

La guerre continue en France jusqu'à janvier 45, mais l'automne 44 et l'installation du GPRF à Paris posent la question : si la Résistance se termine avec l'Occupation, que fait-on de son Conseil National ?

écrit Claire Andrieu. «Les Houillères du Nord-Pas-de-Calais, Renault, Gnome-et-Rhône les transports aériens sont nationalisés, les comités d'entreprise sont créés, la Sécurité Sociale est fondée et l'École libre des Sciences Politiques semi-nationalisée ».

Les sondages IFOP reprennent. Entre 50 et 70% approuvent les nationalisations. L'Assemblée consultative provisoire soutient de Gaulle à 62%, mais 70% des sondés déclarent que le gouvernement doit tenir compte des avis du CNR. Les élections générales d'octobre 1945 confirment le mouvement. Les trois grands partis de la Résistance, le PCF, le SFIO et le MRP, réunissent près de 80% des voix. À l'Assemblée, le programme du CNR recueille entre 85% et 90%. Les 10 - 15% de la droite du CNR votent contre. Leur allié systémique, le patronat pétainiste, relève la tête pendant que l'épuration des «collabos» cherche un second souffle.

Le 27 août 1944, le Bureau confédéral avait quatre survivants de 1938 : Benoît Frachon et Julien Racamond

pour les Unitaires, Robert Bothereau et Georges Buisson pour les Confédérés. Léon Jouhaux, déporté en Allemagne, rentre le 8 mai 1945. Malade, coupé de l'action syndicale depuis 1942, il a 14 ans de plus que Frachon, l'homme fort du moment. «Il n'y a là rien de surfait : le syndicalisme communiste a passé toute l'Occupation en France. Il a, avec Jacques Duclos et Charles Tillon, assuré la direction de la Résistance communiste sur le sol national ». (8) La « Vie Ouvrière » sort de la clandestinité le 8 septembre, «Le Peuple» reprend le 16, mais des fissures se font jour.

### Saillant à la FSM

En décembre 44, Louis Saillant préside un rassemblement des CDL à Paris. Comme président du CNR, il anime les États Généraux de la Renaissance française en avril 45, mais travaille surtout à la création de la FSM (Fédération Syndicale Mondiale), dont il devient secrétaire général à Paris en octobre 45. Une page se tourne.

«L'accord du Perreux favorise l'unité d'action sans pour autant éteindre toutes les

deux conceptions syndicales différentes et antagonistes qui marquent les deux tendances. En trois années d'une densité exceptionnelle, de profonds changements vont conduire à la scission syndicale et aux portes de la guerre froide ». (9) Élyane Bressol a raison. Le congrès de la CFTC de septembre 45 enterre l'offre d'unification de la CGT, proposée en 44 «au nom de l'unité de la classe ouvrière». Du 23 au 25 avril 1945, l'USORP (Union des Syndicats Ouvriers de la Région Parisienne) tient congrès à la mairie de Montreuil et rappelle la priorité du moment, les salaires, avec un gouvernement qui renâcle. «Le mouvement syndical doit-il considérer que, pour obtenir ses revendications générales, il doit faire cavalier seul, ou au contraire poursuivre l'expérience : collaboration avec les organisations et partis politiques du CNR? ». (10)

### Le triomphe de Frachon

Le «Retrouvons nos manches!» du PCF de 1945 l'a impliqué à fond dans « la bataille de la production ». Les salaires jouent au yoyo avec



Le 1<sup>er</sup> mai 1945, le premier après la Libération, des milliers de travailleurs manifestent à l'appel de la C.G.T.

rancœurs et surmonter les préventions qui perdurent des deux côtés. Cette réunification, pas plus que l'épreuve de la guerre, ne modifie pas les

la hausse des prix, mais ne suivent pas l'effort des salariés, plaçant ministres communistes et CGT dans une situation intenable.

« Certes, les Unitaires tempèrent les rébellions, mais la misère et la colère des ouvriers ne peuvent pas les laisser indifférents, eux qui ont l'habitude d'être à la tête de toutes les révoltes. Devant le Comité central du PCF (18 mai 1945), Frachon avoue : « Depuis huit mois, nous avons freiné le mouvement de masse... nous ne l'avons pas étouffé, mais nous l'avons canalisé. En raison de la poursuite de la guerre, nous avons fait l'impossible pour que les mouvements de masse ne se traduisent pas en grève ». (11)

Le 26<sup>e</sup> congrès confédéral du 8 au 14 avril 46 est l'acmé de la CGT, 5,5 millions d'adhérents. Les Unitaires de Benoît Frachon sont validés à plus de 80%. Pour les autres composantes du CNR, le nouveau CNPF et les Américains, la poussée des communistes est insupportable. Dans la CGT, les ex-Confédérés (20% au congrès) se regroupent dans la tendance « Force Ouvrière », financée par les USA via le représentant de la CIA en France, Irving Brown.

### La mort du CNR

De Gaulle a démissionné en janvier 46, dépité par une Assemblée nationale indocile. Droite et SFIO alternent au pouvoir quelques mois chacune. Au printemps sont signés les accords financiers Blum-Byrnes, avant-garde du plan Marshall et du dollar en Europe. Prix et salaires font la course et Benoît Frachon se fâche. « Le temps des sacrifices à sens unique est révolu ». Il exige un relèvement des salaires de 25% et une discussion sur le salaire minimum. Le gouvernement Ramadier (SFIO) refuse. Les grèves montent, bloquant la production.

Le 25 avril 1947, c'est à Renault-Billancourt, avec tache d'huile sur l'industrie. Paul Ramadier pose la question de confiance

le 4 mai. Le PCF vote contre. Ses ministres sont virés le soir même. Le CNR explose. Les CDL ont cessé de fonctionner depuis longtemps.

« L'héritage à court et à long terme du programme du Conseil national de la Résistance se mesure à l'aune, non

programme du CNR dans des contextes et par des courants politiques très divers ». (12)

### L'héritage

Pendant la IV<sup>e</sup> République, PCF et CGT dénonceront la rupture de 1947, montrant la création de Force Ouvrière et



pas de la réorganisation des partis ou du contenu de la constitution de la IV<sup>e</sup> République à venir – ce n'était pas sa finalité – mais bien à celle des « réformes de structures » qui perdurent bien au-delà des années 1940. De même, si le texte du programme du CNR lui-même, intitulé « Les jours heureux », a été de fait peu diffusé sur le moment, son contenu va connaître une postérité inégale, mais effective à la fois dans l'immédiat après-Libération comme sur la longue durée. À trois moments distincts, postérieurs à 1944, il a été fait une utilisation, voire une instrumentalisation à des fins politiques ou idéologiques du

l'expulsion des communistes comme une trahison de la Résistance et du CNR.

À la signature du Programme Commun de Gouvernement en 1972, d'anciens résistants comme Claude Bourdet (PSU) ou Henri Frenay (SFIO) mettront en doute l'indépendance du CNR à l'égard de Moscou. Daniel Cordier, secrétaire de Jean Moulin, prouvera l'inanité de l'accusation.

En 2007, Denis Kessler, du patronat français, déclare : « Il s'agit de défaire méthodiquement le programme du CNR » (13), indiquant qu'il demeure vivant. Récent pilage rétroactif, la création à

Marcoussis (Essonne) d'un « Conseil National de la Refondation » par Emmanuel Macron, sans ambition commune avec son acronyme volé. L'histoire des faussaires est inépuisable.

G.D.

### NOTES

(1) - « Le CNR et son programme », André Narritsens, conférence de l'IHS CGT du 19 mars 2014.

(2) - « Le programme du CNR dans la dynamique de la construction de la nation résistante », Claire Andrieu in « Histoire@Politique », n° 24, septembre-décembre 2014.

(3) - « Le mouvement Libération-Nord », Musée de la Résistance en ligne.

(4) - « La Résistance en Île-de-France », Guillaume Piketty, AERI, 2004.

(5) - Cf. note 2.

(6) - Marcel Déat (1894 - 1955), député SFIO, ministre de l'Air en 1936 avant le Front Populaire, ministre du Travail sous Pétain, mort en Italie dans la clandestinité.

(7) - Conférence sur la CGT, Jean-Marie Pernot, 12 octobre 2009.

(8) - « Libération-L'élan brisé (1944-1947) », Élyane Bressol in « Les Cahiers de l'Institut CGT d'Histoire Sociale », n° 152, décembre 2019.

(9) - Idem.

(10) - « Le Travailleur Parisien », compte-rendu du congrès de l'USORP, 23-25 avril 1945.

(11) - Élyane Bressol, op. cité.

(12) - « Singularité, postérité différentielle et actualité du programme du CNR », Michel Margairaz, « Histoire@Politique », n° 24, septembre-décembre 2014.

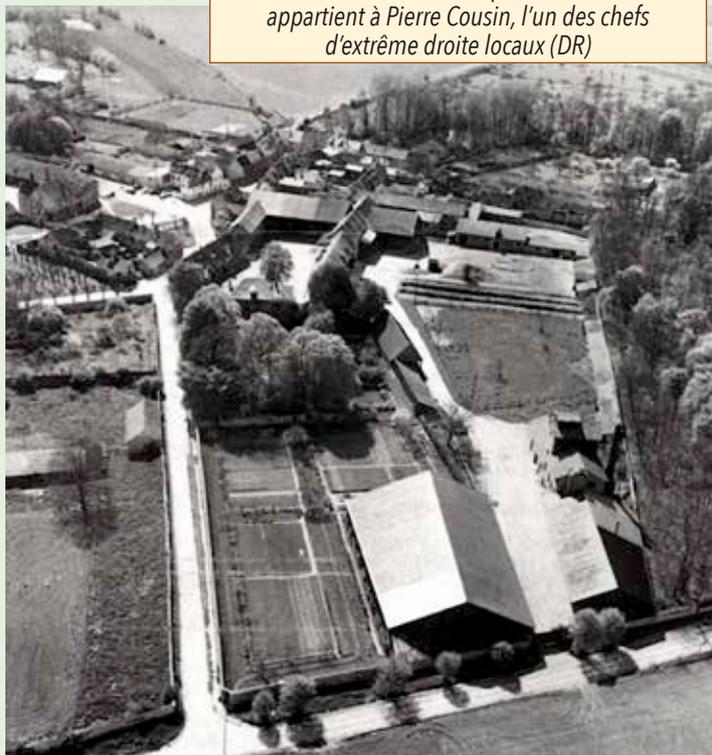
(13) - Denis Kessler, dans « Challenges » le 4 octobre 2007.

# Les grèves agricoles de Tremblay-lès-Gonesse 1936 et 1937: le Front Populaire de la marée haute au reflux

par Lucien Niel

**Aux municipales de mai 1935, la mairie bascule. La liste communiste balaie la droite rurale et la SFIO. Le PCF des lotissements soutient le Front Populaire et les grèves agricoles de 1936. Le patronat gagne le match retour en 1937.**

*En 1936, la ferme de Conac, plus de 200 hectares, appartient à Pierre Cousin, l'un des chefs d'extrême droite locaux (DR)*



Depuis 1923, des spéculateurs fonciers ont vendu des terrains en friche aux Parisiens, ouvriers et employés en quête de logement décent. Les « mal-lotis » construisent des cabanes, puis des maisons, aménagent les pistes boueuses, s'organisent politiquement. Le PCF envoie cinq élus au Conseil municipal à l'élection partielle de 1932. C'est l'année où des ouvriers agricoles en grève mal organisés sont réprimés par le maire de droite, les gardes mobiles et les milices des grands propriétaires (*lire Mémoires Vives n° 65*).

Au printemps 1936, Tremblay-lès-Gonesse a 6 181 habitants, contre 842 quinze ans avant. Le vieux bourg est peuplé de 1 800 âmes, dont de nombreux étrangers qui travaillent dans les fermes. Les lotissements du Bois Saint Denis et du Vert Galant ont apporté les voix de gauche à la liste communiste de 1935. Le PCF et la CGT avaient soutenu les grèves de 32 et continuent en 36.

## Les Soviets et les betteraves

« Les agriculteurs emploient 130 ouvriers permanents auxquels se rajoutent une centaine d'emplois saisonniers. Dans la seconde quinzaine de mai 1936, les besoins de main-d'œuvre sont en progression dans les exploitations. C'est l'époque du démariage des betteraves. (...) Lorsque la grève éclatera, on

comptera 201 grévistes sur une population de 230 ouvriers » (1) Dont bon nombre de Polonais, Italiens et Belges. Les revendications n'ont guère changé depuis 1932 : salaires, horaires et conditions de travail, mais surtout un droit collectif pour un monde agricole hérité du servage.

En 36, les grèves dans les champs et l'industrie précèdent la victoire électorale du 2 juin. Le 17 mai, « le syndicat des ouvriers agricoles de Mitry-Mory organise un grand rassemblement des travailleurs des village avoisinants à la salle des Fêtes. À Tremblay-lès-Gonesse, un syndicat de près de 100 membres a été constitué. Un cahier de revendications a été élaboré et là aussi, les ouvriers veulent obtenir le contrat collectif ». (2)

Le début du mouvement est paisible, conviennent les chroniqueurs de droite. « Les grévistes se contentent de discuter entre eux, de chanter quelques hymnes internationalistes et de crier : « Les Soviets partout », « Vive la CGT ! » ou d'autres slogans qui résonnent dans la culture ouvrière. Devant l'immobilisme patronal, les esprits s'échauffent. Bon nombre d'ouvriers ont déjà dépensé la paye qu'ils avaient touchée, juste avant la grève ». (3)

## Le piquet de grève au clairon

Vendredi 22 mai, les grands fermiers demandent à la police de protéger les non-grévistes dans les champs. Soutenus par la gauche des lotissements, les grévistes annoncent la bagarre si la garde mobile bouge. Joint par téléphone, le



*L'Harmonie municipale de 1936. En haut à gauche, deux musiciens lèvent le poing de la solidarité ouvrière (Document SEHT)*

préfet de Versailles temporise: négociations, pas d'intervention policière, sauf effraction dans les fermes. Les briseurs de grèves repartent avec deux jours de salaire pour une journée de présence. « La tentative a échoué totalement », dit l'historien Hervé Revel, « elle a donné aux grévistes conscience de leur force, et cette victoire les encourage à ne pas céder. De plus, cet essai a eu pour résultat d'amplifier l'agitation ».

La grève s'installe avec 10 à 15% de non-grévistes. « Du 15 mai au 15 juin 1936, le temps est au beau fixe. Les grévistes re-

çoivent le renfort des communes voisines et des lotissements. Les femmes participent aux débats. Les rassemblements se tiennent au Vieux-Pays, sur la place de l'Église et l'allée des Tilleuls. (...) Les grévistes dorment sur l'herbe ou jouent aux cartes. Les piquets de grève restent en fonction jusqu'à 23 heures environ. Chaque gréviste est prévenu de l'horaire auquel il devra « être de piquet ». Lors des changements poste, un clairon sonne. Les instrumentistes sont fournis par l'harmonie municipale, créée le 4 février 1936, parmi lesquels Louis Dequet, premier adjoint au Maire. (4)

Les Accords Matignon du 2 juin 1936 et le raz-de-marée des grèves signent la défaite patronale. Cependant, à Tremblay, la misère augmente faute de paie.

### Solidarité communale, trahison patronale

La mairie intervient. « Le Conseil, considérant que la grève des ouvriers agricoles, se prolonge, qu'elle dure depuis plus de trois semaines. Décide de venir en aide aux familles des grévistes et vote à cet effet une somme de 7000 francs pour achat de denrées. Ces denrées seront distribuées en tenant compte du nombre d'enfants ».

Les patrons sont trahis par les leurs dès le 2 juin 36. Quand les industriels signent les Accords Matignon, une délégation d'agriculteurs non touchés par la grève, mandatée par personne, est allée au ministère de l'Agriculture discuter les bases d'un contrat collectif avantageux pour les ouvriers en échange d'une reprise immédiate du travail. Le ministre

Les grèves agricoles de 36 dans la commune communiste voisine de Mitry-Mory (Collection Les Amis du Passé de Mitry-Mory-APM)

Septembre 36, la grève des maraîchers parisiens lancée par les Chemises Vertes



(DR)

le 15 août 1936, qui garantit les revenus des producteurs. À Pontoise, le sous-préfet obtient le 15 juin un contrat provisoire signé par les délégués patronaux, les délégués ouvriers, les représentants de la CGT. Les salaires augmentent de 10 à 20 %, avec une journée de travail à 10 heures, de 6 à 11 heures puis de 12h30 à 18 heures, avec un quart d'heure par demi-journée pour le casse-croûte. Mêmes droits et salaires pour les ouvriers étrangers, aucun renvoi pour fait de grève, promesse d'amélioration des logements ouvriers. Le contrat est applicable de mai 1936 à la fin des travaux de récolte.

Avancées sociales considérables, mais pas toujours ressenties. Les jours de grève ne sont pas payés, les augmentations ne compensent pas de suite les dettes causées par le manque à gagner. S'ajoute une rancœur contre les « jaunes ».

« Les salaires ont tous été augmentés de 12 % en moyenne. Les non-grévistes, de leur côté, ont largement profité de la grève au point de vue pécuniaire » note la SEHT, la Société d'Histoire locale. « Pendant toute cette période de troubles, ils ont touché un salaire double de celui qu'ils gagnaient habituellement, et cela pour un travail dérisoire. La grève terminée, ils ont bénéficié des mêmes augmentations de salaire que ceux qui avaient fait grève ».

### La grève de juillet

SFIO Georges Monnet, la CGT et ses délégués entament les négociations en position de force. Les patrons locaux font le dos rond sous l'orage.

« Les rencontres officielles ont lieu soit au ministère de l'Agriculture, soit à la sous-préfecture de Pontoise, dont dépendent Tremblay-lès-Gonesse, Sevran et Roissy-en-France, ainsi que Gonesse, où la grève a éclaté un peu plus tard. De temps à autre, les représentants de la CGT viennent en consultation chez les exploitants les plus importants. Mais chaque exploitant se retranche derrière le syndicat patronal. Rien n'est donc obtenu par ces contacts ». (5)

Le printemps 36 apporte des effectifs inespérés à la CGT. La Fédération Nationale des Travailleurs de l'Agriculture (FNAT) demande la journée de 9 heures, un ajustement des salaires, la reconnaissance du droit syndical et les congés payés. Son journal « Le Paysan » naît en août 1936. Plusieurs syndicats patronaux d'Île-de-France, gérant des milliers d'hectares, veulent contracter une assurance collective contre les mouvements de grève. Aucune compagnie ne couvre ce risque. Le développement de la CGT inquiète aussi les « jaunes », qui cherchent protection auprès du Syndicat Professionnel Français, création des Croix-de-Feu renforcée par les Che-



Caricature de Dorgères en Une de l'Humanité, 5 juin 1937.

prises Vertes fascistes d'Henri Dorgères. (6) À Tremblay, le SPF regroupe les non-grévistes et des mécontents de la CGT. « Tous les adhérents de ce syndicat professionnel n'ignorent pas que de nouveaux troubles sont prévisibles. Aucun d'eux ne veut cesser le travail, bien au contraire », écrit Hervé Revel. Fin juin, l'approche de la moisson gonfle les rumeurs d'une nouvelle grève imminente. Elle arrive le 20 juillet 1936. Le mouvement s'étend sur la Seine-et-Oise, la Seine-et-Marne et l'Oise, dans un rayon de 80 kilomètres autour de Paris. Le 22 juillet, une gréviste a le bras foulé lors d'une échauffourée. Les non-grévistes restent à l'intérieur des fermes, plus nombreux qu'en juin.

## La déception

Depuis le printemps, les gros propriétaires de la plaine de France ont compris que la main d'oeuvre leur échappe et mécanisent à tout-va. Les grévistes doivent s'opposer aux « jaunes », mais aussi aux conducteurs de moissonneuses-batteuses. Certains non-grévistes espèrent être épargnés par la mécanisation pour bonne conduite. Il sont environ 30% dans la seconde grève de 1936, mais la récolte reste bloquée.

Lundi 20 juillet à la mairie, discussions entre Gilbert Berger et Louis Dequet, 1er adjoint, avec trois gros exploitants, sans résultat. Rien non plus le lendemain à la sous-préfecture de Pontoise. Un accord arrive le 22 juillet, valable pour Tremblay et les cantons d'Aulnay-sous-Bois, Écouen et Luzarches. Les négociateurs ne sont plus des délégués régionaux CGT, mais des élus locaux, moins coriaces. De leur côté, les patrons ont un besoin de récolte impératif. L'accord améliore les termes du 15 juin, mais à la marge.

« Pour les grévistes, la perte de trois journées de travail ne leur rapporte qu'une augmentation de salaire de 25 centimes par jour. Pour rattraper cette perte, il faudra donc 283 journées de travail. Pour les patrons, la perte subie est insignifiante. Les conditions météorologiques ne permettaient pas d'effectuer la moisson. (...) Cette grève, qui n'apporte qu'une augmentation minime de salaire aux ouvriers, crée un fort mécontentement. Les promesses faites par les meneurs n'ont pas été tenues. Cette déception contribue au développement du Syndicat Professionnel ». (7)

## La droite contre-attaque

L'automne confirme la « pause » nationale des réformes du Front Populaire depuis février 37. « Dès la rentrée de 1936, le gouvernement affronte des difficultés financières qui conduisent à la dévaluation du franc. Parallèlement, la guerre d'Espagne fragilise l'alliance avec les communistes. C'est dans ce contexte d'affaiblissement du pouvoir que s'organise la contre-offensive agrarienne ». (8)

L'extrême droite oppose Léon Blum au « vieux pays gallo-romain » et l'antisémitisme parle à l'Assemblée nationale.

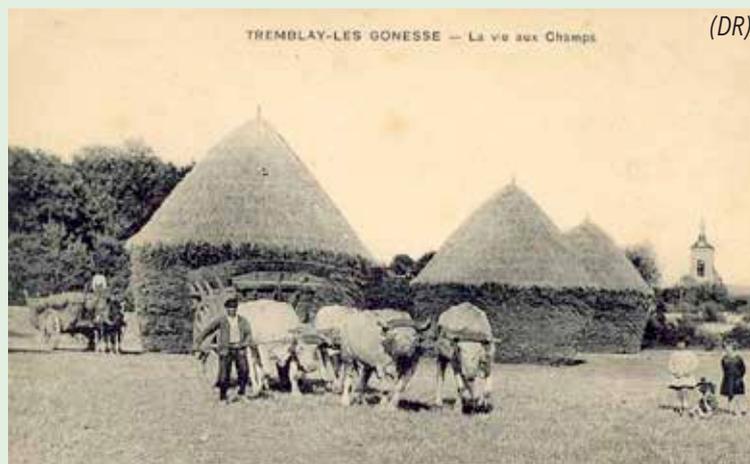
« Je dis... que, pour gouverner cette nation paysanne qu'est la France, il vaut mieux avoir quelqu'un dont les origines, si modestes soient-elles, se perdent dans les entrailles de notre sol, qu'un talmudiste subtil ». (9)

Le 29 septembre 1936, à Paris, une bande de Chemises Vertes tente de perturber le ravitaillement de Paris. « De nombreux maraîchers, trompés par ses mots d'ordre démagogiques, ont partiellement empêché l'arrivage normal des légumes sur le carreau des Halles ». (10) Le chef fasciste Henri Dorgères récidive et passe une nuit en prison.

Le patronat agricole remet en cause les conventions collectives de juin 36. En janvier 37, les ouvriers d'une ferme de l'Aisne se mettent en grève à cause du renvoi politique de deux camarades CGT. « Semblables conflits sont difficiles à résoudre, car on ne peut pas contraindre un patron à garder des ouvriers qu'il prétend, à tort ou à raison, inutiles à son exploitation ». (11)

## La caravane du PSF

En Seine-et-Oise, une grève d'ouvriers agricoles éclate le 5 mai 1937 à Verrières-le-Buisson. Sans succès au départ, car les gardes mobiles interviennent aussitôt. Furieux, le député communiste André Parsal reproche au délégué CGT « de ne pas avoir résisté au service d'ordre organisé par la police ».



(DR)

La grève s'achève pourtant victorieusement le 18 mai, les patrons ayant accepté le relèvement des salaires.

Le match retour de 1936 est bref et violent à Tremblay. Depuis le 1<sup>er</sup> mai 37, les ouvriers et la CGT revendiquent une hausse de salaires. Les patrons refusent et la sous-préfecture de Pontoise laisse faire. La grève se met en place le 2 juin, comme à Mitry-Mory. La réponse patronale arrive le 4 juin.

« Soudain, vers 13h30, on vit défilé dans la rue une étrange caravane. Une file de voitures pleines de messieurs arrogants dont certains au passage esquissent par la portière un ironique salut fasciste. Tous entrèrent dans la ferme de M. Cousin, le chef local du PSF ». (12)

Il en sort une équipe d'ouvriers jaunes avec quatre chevaux attelés, encadrés par environ 80 « patrons de choc » armés de matraques pliantes. Ils vont droit vers les grévistes qui stationnent sur la route et la bagarre commence.

« La garde mobile suivait les fascistes », écrit le reporter du « Populaire » du 4 juin, « leur prêtait main forte avec vigueur. Plusieurs travailleurs furent frappés à coups de crosse. (...) C'est au commissaire de police de Livry-Gargan, que revient la

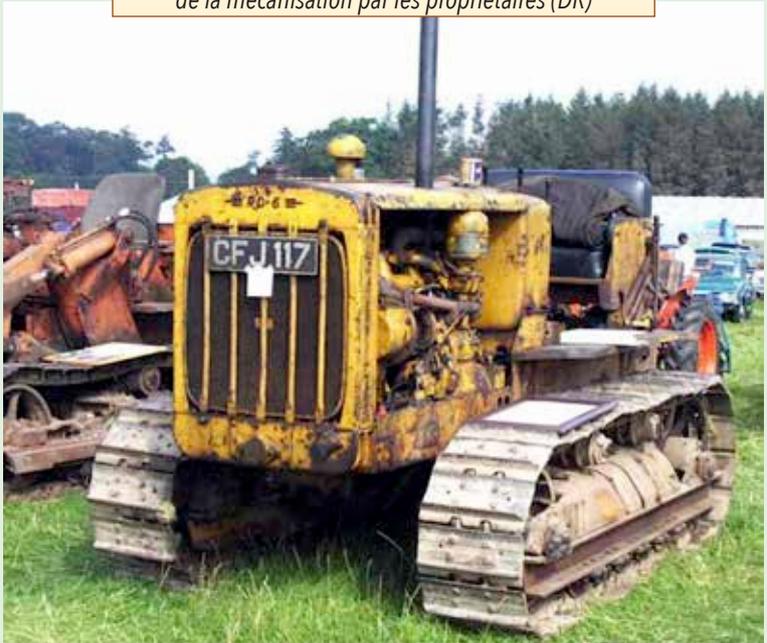
triste responsabilité de cette intervention. L'inspecteur Hannon, d'Aulnay, qui le secondait avait même mis revolver au poing ».

### Trois jours en juin

Le même jour, « L'Humanité » écrit : « Les dorgéristes provoquent de violents incidents en Seine-et-Oise ». Michel Rius, secrétaire fédéral CGT de l'Agriculture, est parmi les cinq blessés de Tremblay et il a été arrêté. Le député communiste Demusois « a protesté contre les arrestations et les manifestations des Croix-de-Feu », ainsi que la CGT et l'USRP.

Le 5 juin, l'article est à la Une, mais se borne à une déclaration de la Fédération de l'Agriculture. Elle dénonce les

Les grèves agricoles ont provoqué une accélération de la mécanisation par les propriétaires (DR)



Caterpillar RD6 diesel crawler tractor, 1936

violences contre Rius et les déclarations du secrétaire de l'Association Centrale des Employeurs Agricoles, M. Tétard, « gros fermier à Tremblay-les-Gonesse ». Il avait dit le 3 mai au « Jour », un quotidien pro-fasciste : « Il n'est pas de doute que nous allons vers des troubles extrêmement graves, car notre résistance montre la volonté inébranlable des gens de la terre ». Jacques Duclos, le dirigeant communiste, écrit au ministre de l'Intérieur Marx Dormoy, mais « L'Humanité » « réaffirme son attachement au gouvernement de Front Populaire et lui demande de prendre toutes dispositions pour mettre fin aux provocations factieuses ». Un bref entrefilet annonce que « les ouvriers agricoles de Tremblay-les-Gonesse ont repris le travail le 4 juin dans l'après-midi ».

Depuis décembre 36, le Sénat n'examine plus les textes votés par la Chambre jugés dangereux pour la paysannerie, autant dire tous. Le 29 juin 1937, il fait tomber le gouvernement Blum au profit du radical-socialiste Camille Chautemps, qui bloque toute réforme de gauche, sauf la SNCF. (13)

### Le retour de septembre 44

Tremblay ne connaîtra plus de mouvement social important jusqu'à la Libération. Le 30 novembre 1938, la grève lancée par la CGT est un échec contre la remise en cause des conquêtes de juin 36 par le gouvernement Daladier.

Le masque du Front Populaire tombe au profit de l'anticommunisme, aggravé par la signature du pacte Allemagne-URSS de septembre 1939.

À la mairie de Tremblay, les élus PCF tiennent bon jusqu'à leur mise hors-la-loi. Gilbert Berger est suspendu par Daladier en octobre 39 et remplacé sans élection par un instituteur. Le 25 octobre 1941 voit l'arrivée d'une vieille connaissance à la tête de la Délégation Spéciale de Vichy : Raymond Tétard, le fermier fasciste. Gilbert Berger revient en septembre 44 avec une Médaille de la Résistance et reprend son poste. Résistant aussi, Louis Dequet l'a payé de sa vie. Arrêté en août 1943 à Paris, à la station de métro La Motte-Piquet, il est torturé et meurt à la prison de la Santé.

« Après trente ans de mandat municipal, G. Berger ne se représenta pas aux élections municipales de 1965 ni aux cantonales de 1964. En délicatesse avec les responsables de la fédération communiste, il manifesta sa volonté d'être enterré dans la plus stricte intimité. Il était titulaire de la Médaille de la Résistance ». (14) Appelée aujourd'hui Tremblay-en-France, la ville ne lui a connu en près d'un demi-siècle que deux successeurs, tous deux PCF.

### NOTES

- (1) - « Grèves des ouvriers agricoles de Tremblay-lès-Gonesse », Hervé Revel, Bulletin de la Société d'Études Historiques de Tremblay-en-France, 1999.
- (2) - « L'Humanité », 17 mai 1936. Mity-Mory a une mairie communiste depuis 1925.
- (3) - « Les grèves agricoles de Tremblay-lès-Gonesse en 1936 », Pierre Fromont et Francis Bourgeois, in « Revue d'économie politique », Ed. Dalloz, 1937.
- (4) - « Les grèves de mai-juin 1936 revisitées », Antoine Prost in « Le Mouvement Social », 2002/3, n° 200.
- (5) - Cf. note 1.
- (6) - Les Croix-de-Feu sont dissoutes en juin 36, puis remplacées par le PSF (Parti Sociale Français) du même colonel de la Rocque. Les Chemises Vertes, ou Comités de Défense Paysanne, sont une organisation fasciste liée au patronat agricole.
- (7) - Cf. note 1.
- (8) - « Moissons rouges », Édouard Lynch, chapitre VIII, « Les campagnes au cœur de l'affrontement partisan », Presses universitaires du Septentrion, 2002.
- (9) - Xavier Vallat, futur Commissaire aux Affaires Juives de Vichy, à la Chambre des Députés en 1936.
- (10) - « Le Populaire », 30 octobre 1936.
- (11) - Rapport du sous-préfet de Compiègne au préfet, 26 janvier 1937. A.D. Oise.
- (12) - « Le Populaire », 4 juin 1937.
- (13) - Le Sénat dans la III<sup>e</sup> République a les mêmes pouvoirs que l'Assemblée nationale. Il peut donc bloquer les lois et faire tomber les gouvernements.
- (14) - Notice Gilbert Berger, « Le Maitron », par Nadia Téline-Michel, octobre 2008.

# 1971 : deux congrès pour un divorce Renouveau communiste et Unité Syndicale trotskiste se disputent les restes de l'UNEF

par Francis Lasnier

Après mai 68, les législatives de juin installent

« irrésistible efficacité ». Si les dirigeants de Force Ouvrière persistent « dans leur attitude sectaire », cela ne doit pas em-

un pendu. (2)

La CGT a déjà créé le Centre Confédéral de la Jeunesse (CCJ) en 68 et rencontre l'an d'après les lycéens de l'UNCAL, convoités par la Ligue Communiste. Au Comité Central d'Ivry en octobre 69, le PCF décide que l'UEC (Union des Étudiants Communistes) doit s'organiser dans l'UNEF. Mission confiée à Jean-Michel Cathala, secrétaire général adjoint, relayé par Guy Konopnicki. UNEF-Renouveau est déjà en germe.

Qui passe de la stupéfaction à l'espionnage. Dans une note manuscrite, (4) Roger Barralis, membre ESU de la direction, retrace son enquête sur les contacts Cathala (une h en prime), intitulés « Les débuts ». « Novembre 1968: Cathala contacte les étudiants socialistes. Courant du mois plusieurs réunions ont eu lieu avec les étudiants de la CIR, de l'UGCS, les ES et l'UEC. De Bono, Guyard, Wollber, Cathala sont parmi les principaux rédacteurs du texte de Lille pour le congrès de Marseille. (Bois a proposé un moment idée de Juquin que l'UEC noyaut la FNEF. Rejeté à l'unanimité. 1 seul objectif permanent: prendre la direction de l'Unef) ». Aucune explication d'une « méthode Juquin »,

Le congrès du Mouvement de la Jeunesse Communiste de France en 1968 (DR)



une droite confirmée par la présidentielle de 1969. Socialement, la CGT sort renforcée, les trotskistes aussi. L'UNEF est terre de conquête pour tous. La direction PSU est à bout de souffle. Il faut trois ans et deux congrès pour officialiser le divorce entre deux UNEF définitivement antagonistes.

Le 30 juin 1968, grand chelem gaulliste à Paris, 72,68% des députés en France. Le PCF en perd 39 sur mars 67, la FGDS de François Mitterrand 64. Le PSU disparaît. Droite toujours en juin 69, Pompidou devance le centriste Poher. Avec 21,27%, le communiste Jacques Duclos rate le second tour de 400 000 voix. Gaston Defferre plombe la SFIO avec 5,01 %.

La CGT a gagné 300 000 membres avec le constat de Grenelle, salaires augmentés et syndicats dans l'entreprise. Au 37e congrès, le 16 novembre 69, Georges Ségué annonce 2,3 millions d'adhérents et appelle à l'unité syndicale. « Ce front commun réunissant la CGT, la CFDT, la FEN et Force ouvrière, serait d'une

pêcher les trois premières organisations, « qui représentent 90% des salariés », de conjuguer leurs efforts ». (1)

## La relève de la « secte »

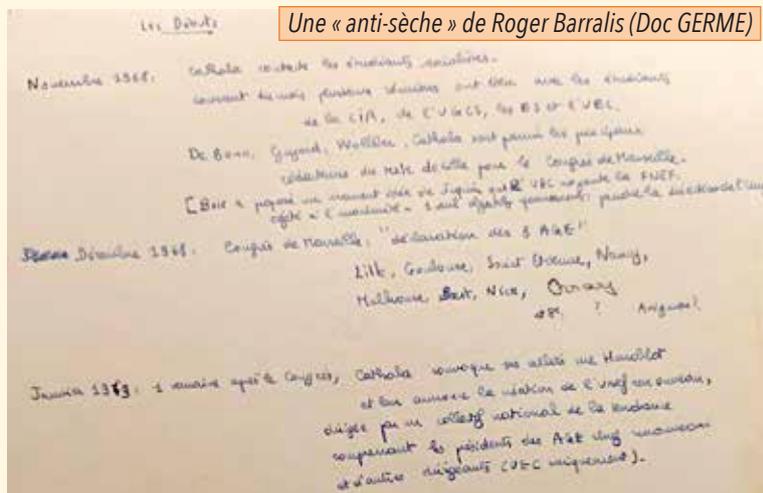
L'UNEF est en miettes. La ruine financière a précédé mai 68 où Jacques Sauvageot, président PSU depuis 1967, a cautionné l'amateurisme de ses camarades et l'interventionnisme gauchiste permanent, qui ont éloigné la CGT. Désaccord acté après une rencontre en décembre 68. « L'orientation qui prédomine à la direction de l'UNEF depuis ces derniers mois tend à réduire une grande organisation de masse à l'état de secte minée par des luttes politiques intestines », écrit la CGT le 15 janvier 69.

Pour elle, pour la CFDT, le PCF, la SFIO et les débris de la FGDS, le but est de prendre des parts dans la reconstruction du monde étudiant. En décembre 68, le congrès de Marseille a vu le départ de « l'aile gauche » des ESU (étudiants PSU). Sauvageot ne garde la direction que grâce à une Ligue Communiste qui le soutient comme une corde

## Les AGE rouges

Au sein de l'UNEF, les communistes sont minoritaires et dispersés, mais dirigent cependant quelques AGE (bases locales). « Lors des

Une « anti-sèche » de Roger Barralis (Doc GERME)



Assises nationales de juillet 1968, les étudiants communistes, via le représentant de l'AGE d'Orsay, soutenu par les représentants des AGE de Lille, Saint-Étienne, Toulouse et Nice, se sont exprimés à la stupéfaction des militants trotskystes de la FER, de la JCR, évidemment du PSU qui dominaient largement l'assemblée. À la rentrée, les étudiants communistes tentent de s'organiser et de s'opposer aux projets de la direction nationale du syndicat » (3)

intellectuel et dirigeant PCF, pour « noyauter » la FNEF gaulliste. La paranoïa est fréquente aux ESU.

## En queue de cortège

En décembre, Barralis se demande si Avignon est vraiment la huitième AGE dissidente. Il note en janvier 69: « 1 semaine après le Congrès, Cathala convoque ses alliés rue Humblot (siège de l'UEC, NDLR) et leur annonce la création de l'Unef Renouveau, dirigée par un collectif national compre-

nant les présidents des AGE Unef Renouveau et d'autres dirigeants (UEC uniquement) ». Le 13 mars, après une manifestation République-Bastille, Jacques Sauvageot écrit à Georges Séguy. «Le service d'ordre de la CGT a eu, vis-à-vis des militants et des manifestants de l'UNEF, une attitude volontairement provocatrice, les reléguant en queue de cortège (...), tandis que le service d'ordre de la CGT scandait: «UNEF-Renouveau». (...) L'UNEF demande à la CGT si elle a l'intention de poursuivre dans cette voie ou si elle entend ouvrir de réelles possibilités d'action commune en discutant avec ceux qui représentent le mouvement étudiant ». La lettre est rendue publique le 27 mars. (5) À la Sorbonne, les comités UNEF-Renouveau se font connaître par des tracts co-signés avec le SNTRS pour les élections universitaires. Georges Séguy officialise mi-mars. «La CGT soutient les revendications des lycéens de l'UNCAL et des Comités dits «UNEF-Renouveau».

### CFDT, le retour

La rupture est confirmée entre les ESU et la Ligue. En mai 1969, Sauvageot part à l'armée et l'UNEF poursuit son émiettement. La CFDT envoie des poissons-pilotes

tout en refusant de suivre le courant Renouveau à cause de sa «conception corporatiste» et de son manque de démocratie». Ils se coordonnent de manière régulière à partir de mai-juin 69.

Une rencontre nationale a lieu à Bierville, un hameau de Boissy-la-Rivière (Essonne), les 25 et 26 octobre, dans un domaine CFDT hérité de Marc Sangnier (6). «Une conception radicalement neuve du syndicalisme étudiant» est affirmée: «décloisonner l'université du reste de la société en travaillant avec la centrale syndicale qui correspond le mieux à nos aspirations: la CFDT». Un bureau national provisoire est mis en place en octobre 1969 qui prépare le premier congrès du MARC les 7 et 8 mars 1970. Les dirigeants étudiants socialistes, qui avaient décidé en janvier 1970 d'investir le MARC pour renforcer leur courant dans l'UNEF, se retirent de la nouvelle organisation. (7) Ils reviendront plus tard. François Mitterrand est décidé à refaire surface partout, directement ou par syndicat interposé.

### La mue de l'AJS

Un Parti Socialiste est né à Alfortville le 4 mai 1969. Il soutient Gaston Defferre avant sa claque présiden-

le poids, Mitterrand cherche une entente entre PS, CFDT et CERES, à l'UNEF aussi. Il faut rectifier l'image de fou-tour gauchiste que mai 68 a laissé dans l'électorat de gauche non militant.

À la direction UNEF, un groupe trotskiste travaille

Réorganisation de la JC et de l'UEC : congrès de Malakoff, 1969 (DR)



à s'étendre. L'Alliance des Jeunes Socialistes (AJS) a pris la suite de la FER (Fédération des Étudiants Révolutionnaires), lambertiste et dissoute le 12 juin 1968. (8) En mars 1971, après la scission UNEF de janvier, «Le Monde» fait le point avec une nouvelle considération.

«L'AJS est probablement le mouvement d'extrême gauche qui regroupe le plus grand nombre de militants. L'AJS a fait parler d'elle dans la dernière période en s'assurant le contrôle de l'UNEF-Unité Syndicale, - l'autre partie étant sous l'influence des étudiants communistes de l'UNEF-Renouveau. Les responsables du mouvement trotskiste ont senti le besoin de se faire connaître davantage et de ne plus apparaître seulement à travers les matraquages et les luttes de tendance au sein des universités. (...) L'AJS ne se rallie pas pour autant aux thèses du PSU ou de la Ligue communiste. Son but est de se faire reconnaître essentiellement par le Parti socialiste et le Parti communiste». (9)

### Le retour du Programme Commun

En filigrane, le programme commun de la gauche. Ce qu'a dit Jacques Duclos à la

présidentielle de 69 garde son sens. «À notre grand regret, le Congrès national du Parti Socialiste a maintenu le refus du Comité directeur de décider l'élaboration d'un programme commun, et en même temps, il a désigné son propre candidat, Gaston Defferre, sans aucune conciliation avec les autres partis de gauche, notamment notre parti». (10) Le retour gaulliste du 30 juin 68 a relancé l'idée comme clef du changement politique, mais elle vient de plus loin. Pour Pierre Mauroy, le PCF est seule cause du retard. «En mai 1964, l'arrivée de Waldeck Rochet à la tête du PCF donne de l'espoir à ceux qui souhaitent trouver le chemin de l'unité. (...) À cet angélisme politique, François Mitterrand va opposer son implacable réalisme. (...) Au sein de la SFIO, la résistance venait surtout des maires comme Gaston Defferre pour qui la stratégie d'union de la gauche heurtait de front les alliances municipales constituées depuis la Libération avec les centristes». (11)

Après la débâcle de l'attelage Defferre - Mendès-France,



La campagne présidentielle de 1969 (DR)

dans les facs. Le MARC (Mouvement d'Action et de Recherche Critique) réunit des groupes UNEF constitués fin 68, qui «condamnent l'irresponsabilité de la direction,

tielle. Mitterrand se déplace au congrès d'Issy-les-Moulineaux en juillet et choisit la gauche comme axe politique. Le PCF en est toujours la force majeure. Pour faire

le chemin du pouvoir passe donc par le vieil ennemi du congrès de Tours. Peu le disent net, tous y pensent, même les trotskistes de

refondation. «*Si le primat absolu de la ligne politique du Parti était maintenu, les nouveaux statuts du mouvement reconnaissent sa «complète indépendance d'organisation. Au cours des années 1970-1973, un nombre sans précé-*

nit 824 mandats. L'AJS (liste Michel Sérac) en a 610 et Guy Konopnicki 304 pour la tendance Renouveau. Les deux derniers refusent d'être au Bureau « de gestion politique de la crise », mais vont séparément à la Commission de Contrôle (4 sièges). Résumé du GERME: (15) «*La scission a eu lieu entre étudiants proches du Parti communiste et l'extrême gauche trotskyste et maoïste héritière de mai 68. Les étudiants du PSU obtiennent encore une majorité avec les étudiants maoïstes de «L'Humanité Rouge».*

Le 23 mars, Mitterrand envoie un signal de gauche. Dans une conférence de presse, «*Démocratie et Université*», qui regroupe quelques en-

quelques signes amicaux à Renouveau.

«*Le Monde*» est sceptique sur l'avenir du congrès. «*Il est probable que le Bureau national ne pourra guère «impulser les luttes».* D'après Bruno Frappat, l'envoyé spécial, l'AJS déclenchera elle-même grèves et mouvements revendicatifs et UNEF-Renouveau se renforcera, «*et en refusant de considérer comme préalable la révolution socialiste, développera une campagne revendicative proche des préoccupations des étudiants».* (16)

### 71, l'année des deux congrès

On n'en est pas là. Le collectif national de l'UNEF est convo-



Sombre ambiance à Orléans (DR)

l'UNEF. CGT et PCF ont coupé les ponts (12) et les couteaux internes sont tirés depuis le congrès de Marseille. Contre une UNEF-Renouveau qui s'organise, PSU et AJS jouent leur place. Il faut rassembler un maximum d'alliés sans tordre le nez.

### L'UEC fait école dans la jeunesse communiste

À la CGT, Georges Séguéy prône l'ouverture. «*L'époque des tendances politiques organisées en fractions est dépassée de longue date. Personne n'en a la nostalgie*». Pour l'UEC et les orgas de jeunesse PCF, l'année 1969 est consacrée au renforcement interne. En septembre, Gérard Molina devient secrétaire général de l'UEC. Au 19<sup>e</sup> congrès du PCF à Nanterre, le 8 février 70, il annonce un doublement des effectifs. Le mouvement est renforcé par des lycéens qui apprécient la revendication du droit de vote à 18 ans.

C'est moins bon pour l'ensemble du MJCF. À la conférence nationale de novembre 69 à Malakoff, le secrétaire de l'UJCF parle d'un «*affaiblissement considérable du mouvement dans la jeunesse*». Le congrès de décembre 70 à Saint-Denis débuche sur une

*dent d'anciens dirigeants de l'UEC furent élus au bureau du MJCF. L'arrivée des anciens de l'UEC à la tête de la JC fut symbolisée par l'accession de Jean-Michel Catala à la fonction de secrétaire général adjoint, puis en 1973 de secrétaire général du mouvement. Pour la première fois dans l'histoire de la JC, un étudiant se trouvait à la tête du mouvement et non plus un ouvrier.» (13)*

Au congrès MJCF de Saint-Denis en décembre 1970, 44,5% des délégués étaient des lycéens ou des étudiants contre seulement 30,2% d'ouvriers, tandis que le rapport était de 34,6% contre 22% au Conseil National du mouvement

### Cinq jours à Orléans

L'UNEF a 18000 adhérents, pour quelque 850000 étudiants en France métropolitaine. Le 58<sup>e</sup> congrès se tient dans un gymnase d'Orléans du 1<sup>er</sup> au 5 avril 1970. Dans le public, des portraits géants de Mao Ze Dong, Staline, Lénine et Marx (14) Le rapport moral a est rejeté par 597 voix pour et 1099 contre.

Luc Barret, président PSU, vient de partir à l'armée. Son successeur, Jean-Pierre Chassine (Droit-Poitiers) réu-

seignants et étudiants de la CIR (Convention des Institutions Républicaines), lance une campagne nationale aux côtés de l'UNEF-Renouveau. «*Socialisme et Université*», la branche étudiante du CERES proche du PSU, observe la Berezina d'Orléans et envoie

qué le 10 janvier 1971. Le bureau national ESU annonce sa démission. Mise place d'une «*délégation permanente*» pour un congrès le 21 février: deux «*Renouveau*», trois «*Unité Syndicale*» et théoriquement quatre PSU, qui ne viennent pas.

L'absence laisse face à face deux tendances incompatibles. Dès le 13 janvier, la CGT indique qu'elle « ne reconnaît pas au groupe qui a succédé au bureau démissionnaire le droit de parler au nom de l'UNEF ». (17)

Les statuts ne prévoient pas la démission du bureau national. Chaque tendance ignore l'autre. L'UNEF - Unité Syndicale, créée le 5 décembre 1970 par l'AJS, s'estime majoritaire et décide un 59<sup>e</sup> congrès à Dijon du 21 au 23 février 1971. Elle garde le siège historique de la rue Soufflot.

L'UNEF-Renouveau s'installe rue de Provence et convoque le 59<sup>e</sup> congrès de l'UNEF à Paris les 5, 6 et 7 mars. « À Dijon on annonce 16 000 cartes, à Paris 21 000 (...). Chacune des deux UNEF dispose de soutiens dans le syndicalisme de salariés : présentes à Dijon, Force Ouvrière et la FEN appuient l'UNEF-US, contrepoids au Parti Communiste, tandis que, présentes à Paris, CGT et SNE-Sup soutiennent l'UNEF-Renouveau. Ce dernier front est bien visible dans les élections universitaires où ces organisations se présentent. La CFDT, observatrice à Dijon, se situe hors de ce conflit, maintenant ses relations privilégiées avec le MARC ». (18)

## L'UNEF-ID vote socialiste

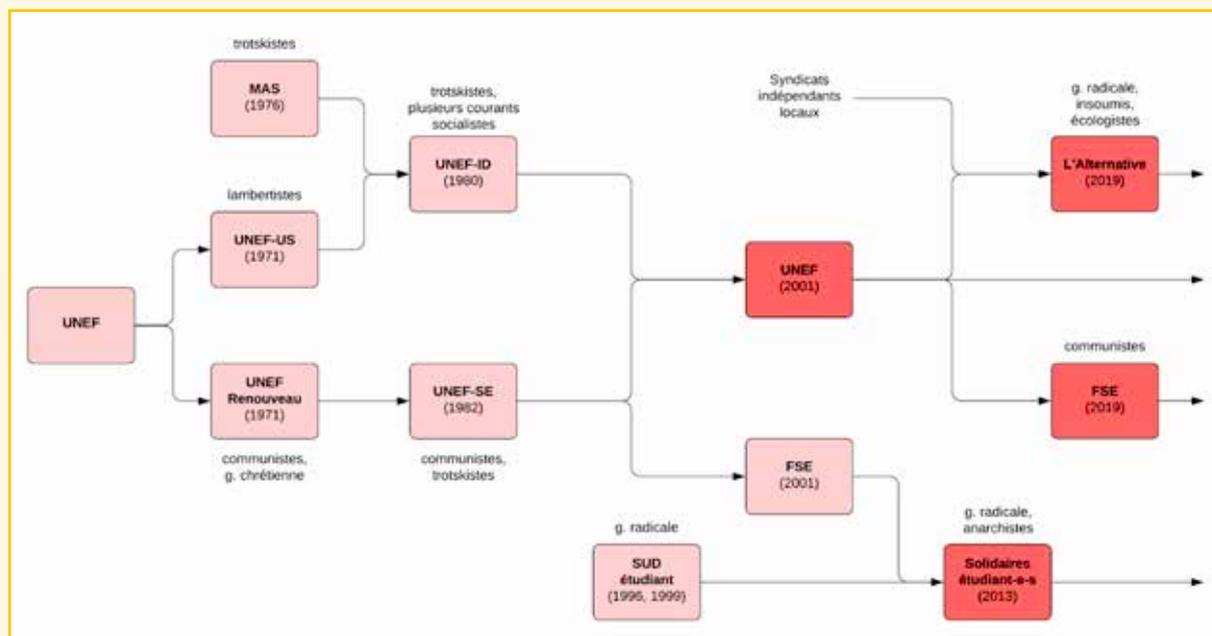
Janvier 1971 remplace les deux tendances dans le schéma général. Le PS de Mitterrand, créé la même année à Épinay-sur-Seine, accentue la pression via le CERES sur les maillons faibles de l'UNEF-US. Le 26 juin 1972, signature du programme commun, soutenu depuis longtemps par l'UNEF-Renouveau. L'US lambertiste mute en sigles et positions.

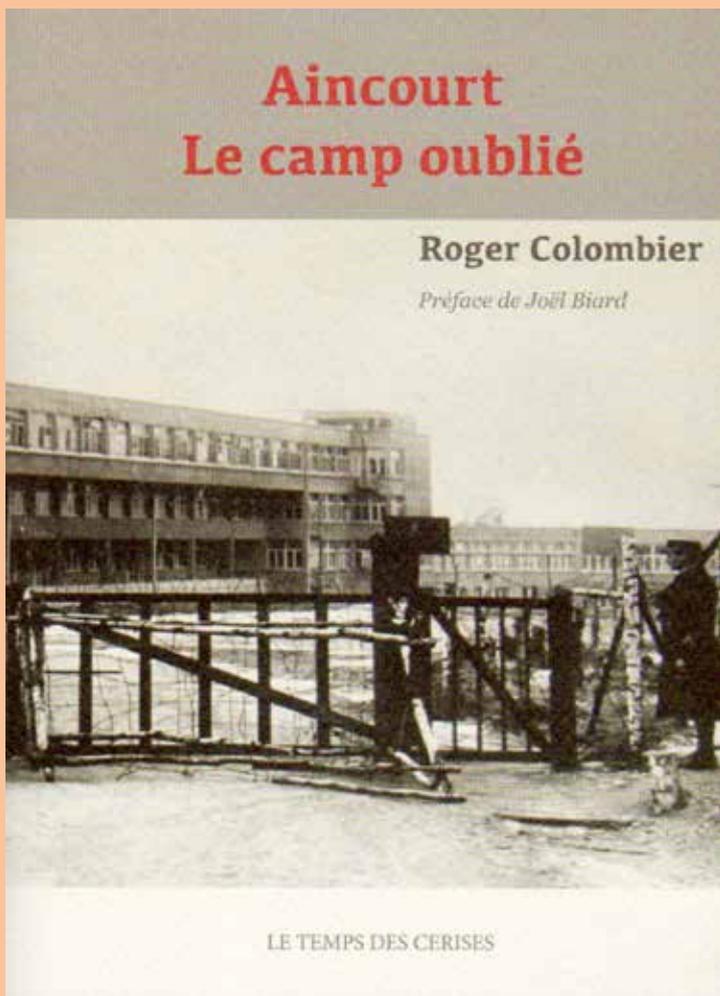
« L'enjeu des élections étudiantes se substitue à la présence dans les élections politiques, puisque l'OCI fait campagne pour le vote PS dès le 1<sup>er</sup> tour en 1974, 1978 et 1981. C'est un rapport d'« homologie dynamique » qui se noue entre l'OCI et le PS dans l'opposition au PCF. En 1980, la création de l'UNEF-ID concrétise le partenariat noué quelques années auparavant avec les étudiants socialistes. Au sein de l'UNEF-ID, ils constituent moins un apport militant (ils sont très peu nombreux) qu'une sorte d'assurance politique pour les lambertistes, leur permettant d'entretenir des liens privilégiés ». (19) En 80, l'OCI étudiante avait cravaté la MNEF au passage, assurant une rente de plusieurs années à l'UNEF-ID.

F. L.

## NOTES

- (1) - « **Le Monde** », 18 novembre 1969.
- (2) - **La Ligue Communiste fusionne en avril 1969 avec les trotskistes de la JCR** (Jeunesse Communiste Révolutionnaire) et du PCI (Parti Communiste Internationaliste).
- (3) - « **1969 : la création de la tendance Renouveau au sein de l'UNEF** », par « Collectif pour l'Histoire de l'UNEF, 11 septembre 2022.
- (4) - **La note Barralis** est conservée à la Contemporaine (ex-BDIC), bibliothèque de l'université Paris-Nanterre.
- (5) - « **Le Monde** », 27 mars 1969.
- (6) - **Marc Sangnier** (1873-1950), journaliste et homme politique français, créateur du mouvement démocrate-chrétien « Le Sillon » en 1898. Sangnier participe à la création de la CFTC en 1919.
- (7) - « **Le Mouvement d'Action Syndicale; brève histoire d'un syndicat étudiant** » anticapitaliste et autogestionnaire », La Revue de l'Université, n° 19, 1999. Le MARC est devenu MAS en 1976.
- (8) - **Le décret de dissolution est annulé en juillet 1970** pour excès de pouvoir par le Conseil d'État.
- (9) - « **Le Monde** », 15 mars 1971
- (10) - « **La Guerre de succession: les élections présidentielles de 1969** », Roger-Gérard Schwartzberg, P.U.F. 1969.
- (11) - **Témoignage de Pierre Mauroy**, in « L'Union sans unité, le programme commun de la gauche, 1963-1968 », Danielle Tartakowky et Alain Bergounioux, Presses Universitaires de Rennes, 2012.
- (12) - **Lire Mémoires Vives n° 65**, juillet 2023, p. 11-15.
- (13) - « **Les JC en 68 : crise ou renouveau ?** », Mathieu Dubois, Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique, 2014.
- (15) - **Voir document INA**, production ORTF 1970, réalisation Maurice Frydland, participant Luc Barret (entre 2'97" et 3'05")
- (16) - « **Le Monde** », 6 avril 1970.
- (17) - « **Années 1970 et 1980 : décompositions et recompositions** », in « Cent ans de mouvements étudiants », Syllepse, 2007.
- (18) - « **Les relations entre (les) UNEF et la CGT : méfiance, polarisation, convergence (mai 1968 - avril 2006)** », thèse de Romain Vila, Institut d'Etudes Politiques de Lyon 2, 2008.
- (19) - **Idem.**





La 3<sup>e</sup> édition du livre de Roger Colombier sur le camp d'internement d'Aincourt, dans le Val d'Oise, est aujourd'hui un classique.

Aincourt fut le premier d'internement en zone occupée pour des militants du PCF interdit en 1939 et des syndicalistes de l'ex-CGTU. Sans que les Nazis n'en aient fait la demande, il s'ouvre le 5 octobre 1940, entièrement administré et gardienné par les Français de Vichy. Antichambre de la mort et de la déportation, il est le prélude de la collaboration d'État, conclue à Montoire le 22 octobre 1940, par Pétain et Hitler.

Édité par « Le Temps des Cerises », en vente à 20 Euros.

On peut le commander à la librairie « Nouvelle Réserve »,

5 rue du Maréchal Foch 78520 Limay ( 09 72 48 11 55 [contact@lanouvellereserve.fr](mailto:contact@lanouvellereserve.fr)).

Pour tout renseignement et commande, [memoiredaincourt@gmail.com](mailto:memoiredaincourt@gmail.com) (06 81 32 21 84).

### Bulletin d'abonnement à Mémoires Vives

Les adhésions à l'IHS CGT Île-de-France ne sont pas individuelles. Elles se font par organisation : UD, UL, organismes professionnels, autres IHS. Il est cependant possible de souscrire un abonnement individuel à «**Mémoires Vives**», de manière à permettre sa lecture par des personnes ne faisant pas partie des organisations précitées.

Nom - Prénom .....  
 Adresse courriel .....  
 Adresse .....  
 Code postal .....  
 Ville .....



(4 numéros par an 10 Euros) chèque à renvoyer: IRHS CGT  
 Île-de-France case 455 - 263 rue de Paris 93514 Montreuil cedex